



MERCREDI 27 JANVIER 2021

ÉCONOMIE : les pires menteurs sur terres sont... les économistes. Cependant, les plus grands manipulateurs de chiffres sont les gouvernements... parce que les citoyens sont des enfants capricieux auxquels il faut mentir constamment (ils ne supportent pas la vérité des vrais chiffres).

- ▶ Cet étrange troisième confinement . (Maxime Tandonnet) p.1
- ▶ La FDA a bâclé les tests de Covid en 2020. Rien n'a changé depuis lors . p.2
- ▶ Voix du tombeau de Microsoft . (Dmitry Orlov) p.4
- ▶ Nouvelle pandémie, tests : Bill Gates annonce le futur . (Docteur) p.5
- ▶ « L'effet apéro » . (Maxime Tandonnet) p.6
- ▶ Effets « secondaires » du Vaccin Pfizer . p.7
- ▶ En 1872, le virus de la grippe a paralysé l'économie américaine en infectant les chevaux . p.9
- ▶ Comment se préparer aux coups durs en 5 étapes . (Pierre Templar) p.14
- ▶ L'éolien et le solaire photovoltaïque en Europe : La trahison des clercs . (ASPO) p.22
- ▶ À qui appartient la forêt amazonienne ? . (Biosphere) p.25
- ▶ SOULÈVEMENT CONTRE MÉPRIS . (Patrick Reymond) p.26

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

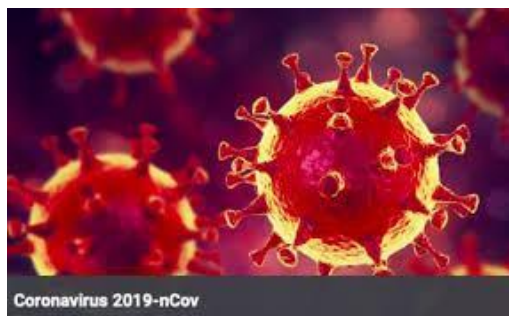
- ▶ Les conséquences du confinement seront dévastatrices ! . p.28
- ▶ Autant vous avertir, Il n'y aura ni de reprise en V, ni en U. Il n'y aura pas de reprise du tout ! . p.29
- ▶ Quels sont les 4 types de dettes publiques qui ne se remboursent pas ? . (Éric Toussaint) p.30
- ▶ Pauvreté ou Richesse ? Laquelle est naturelle ? . p.37
- ▶ En quelques jours, Biden a rapproché les États-Unis d'une guerre avec la Chine . (M. Snyder) p.40
- ▶ Le PIB mondial amputé de 22 000 milliards de \$ selon le FMI à cause du covid . (C. Sannat) p.42
- ▶ Quelle sera l'attitude des « forces de l'ordre » en cas de guerre civile ? . (Antonin Campana) p.47
- ▶ Éditorial. Si on me suit il n'y a plus de bulle, car le réel on s'en fiche! Un pas de géant de la théorie financière . (Bruno Bertez) p.52
- ▶ Le roi Midas et le Bitcoin . (George Gilder) p.55
- ▶ Une honte pour le public américain . (Brian Maher) p.57
- ▶ Pourquoi la plupart des banques du monde sont vouées à l'effondrement . (Doug Casey) p.62
- ▶ Les États laisseront-ils le bitcoin monter encore longtemps ? . (Étienne Henri) p.65
- ▶ La dette ? Pas grave, il suffit de promettre... . (Bruno Bertez) p.68
- ▶ Les suites de la présidence de Donald Trump . (Bill Bonner) p.70

▲ RETOUR ▲

<<<> <<> <<> <<> (0) <<> <<> <<> <<>

Cet étrange troisième confinement

Maxime TANDONNET Publié le 25 janvier 2021



Le reconfinement annoncé est le fruit d'une pression quotidienne depuis plusieurs semaines des « **médecins de plateau** » (ou médiatiques). Les chaînes d'info en continu se sont substituées à la tribune de l'Assemblée nationale et les médecins de plateau (de télévision) ont remplacé les députés et sénateurs élus par la nation. En quelques mois, ce qu'il restait de la démocratie française a été aboli au profit d'une sorte de **despotisme sanitaire**. Mais il y a pire: le porte-parole de ces médecins de plateau n'est autre que le président du Conseil scientifique, c'est-à-dire le conseiller du gouvernement. Il est à la fois à la source de la peur engendrée et au cœur de la décision qui résulte de ce climat. Comment faire mieux dans le mélange des genres? Cette peur obsessionnelle qui désormais guide les comportements de la classe dirigeante est mauvaise conseillère. **Le pays fait naufrage dans l'aveuglement et l'absurdité. Si un troisième confinement est proclamé, cela signifie que les deux premiers ont échoué.**

Pourquoi persévérer dans l'erreur? L'enfermement profite au virus tandis que le grand air lui est fatal.

Alors au nom de quelle logique s'obstiner à vouloir enfermer – par la contrainte bureaucratique – l'ensemble des Français dans des prisons à domicile? Pourquoi persévérer avec un supposé remède qui ne fait qu'aggraver le mal à l'image des saignées de jadis? Le désespoir n'a-t-il pas pour effet de fragiliser les corps face à la maladie? **Les médecins de plateau** qui ont pris le pouvoir en France répandent la peur et mettent le pays en coupe réglée, **passent à côté d'un volet essentiel du sujet: l'effondrement de l'économie et de la société française, l'abolition des libertés, la destruction sadique de la vie des commerçants, des restaurateurs, des gens du sport, du tourisme et de la culture, l'anéantissement d'une génération de lycéens et d'étudiants, la déferlante de dépressions et de suicides.** Le cocktail de la médiatisation à outrance, du dévoiement de la science à des fins d'asservissement et du vertige de la toute-puissance est explosif. La compétence issue de leur formation, la vocation, la mission des médecins est strictement, uniquement, exclusivement de **soigner leurs patients**. Ils n'ont **aucune légitimité** pour déterminer le destin d'une nation, se substituer au peuple et à ses représentants élus au suffrage universel, et l'entraîner dans une violente spirale de destruction et de malheur.

▲ RETOUR ▲

La FDA a bâclé les tests de Covid en 2020. Rien n'a changé depuis lors

Dave Albin 01/25/2021 Mises.org



MISES WIRE



Ah, les résultats du test covid-19, très mal vus par les uns et vénérés par les autres ! Dans le cadre de la pandémie actuelle de covid-19, les résultats des tests covid-19 nous sont communiqués à plusieurs reprises depuis de nombreux endroits, souvent avec des analyses. Il est facile de comprendre pourquoi il en est ainsi. Les médias et les organes d'information de tous types peuvent présenter le nombre absolu de tests positifs et les tendances des données, qui sont faciles à trouver, et de nombreux téléspectateurs peuvent apparemment saisir ce qui se passe et où. Et les gens s'inquiètent de la propagation d'un nouveau virus et de ce que cela pourrait leur faire, à eux, à leurs familles et à leurs communautés. En bref, ce sont des informations que les gens exigent. En tant que telle, ils l'obtiendront.

Il est important de comprendre les bases des deux principaux types de tests utilisés pour détecter le virus. Tout d'abord, un test PCR est utilisé pour amplifier et détecter la présence d'un segment d'ADN très spécifique au covid-19. Deuxièmement, un test d'anticorps est utilisé pour détecter la présence d'un antigène (souvent une protéine spécifique) qui est présent à l'extérieur d'un agent pathogène comme le covid-19. Ces deux tests prennent des processus biologiques et les manipulent pour détecter la présence de quelque chose de spécifique - dans ces cas, des marqueurs du covid-19. Il n'y a rien de magique ou de sacré dans ce qui se passe. Toute personne disposant des fournitures et d'une formation adéquate peut effectuer ces tests et en rapporter les résultats. Et, comme pour toute procédure analytique, il y a des restrictions sur ce qui peut être détecté. Les faux positifs et les faux négatifs sont possibles, les niveaux de détection ont des limites, et la technique d'échantillonnage affecte les résultats. Tous ces éléments peuvent être examinés pour mieux définir l'exactitude des résultats.

Et pourtant, alors que les inquiétudes concernant la covid-19 augmentent rapidement, de nombreuses personnes sont privées de cette information vitale qu'elles souhaitent. Pourquoi en était-il ainsi ? Aux États-Unis, la Food and Drug Administration a autorité sur tous les tests médicaux, et en cas d'urgence, ce qu'on appelle l'utilisation autorisée d'urgence, ou EUA, peut être accordée afin que les laboratoires du pays puissent commencer les tests. Cependant, en raison de la bureaucratie et de la paperasserie, la FDA a mis des semaines, plutôt que des jours, pour accorder des EUA (une autre façon de dire qu'elle a été lente à abandonner un peu d'autorité) afin que les tests puissent commencer. Il a même été rapporté que la FDA et les autorités de l'État ont demandé à un laboratoire de mettre fin à leurs plans de réorientation des tests existants vers les tests de covid-19. Certains laboratoires ont déclaré être prêts à donner des résultats, avec des protocoles de tests validés en main, mais ont été contraints d'attendre en raison du temps de réponse lent de la FDA. Ainsi, un temps critique a été perdu ; les gens ont volé à l'aveuglette pendant des semaines alors que la peur augmentait.

L'objectif du processus de l'EUA et de la surveillance de la FDA est suffisamment clair pour éliminer les fournisseurs de tests peu performants. Mais il y a de gros problèmes ici : **Premièrement**, cela suppose que les employés de la FDA sont des experts dans tout ce qu'ils réglementent, ce qui ne peut pas être le cas.

Deuxièmement, si la surveillance est défaillante ou entraîne des retards inutiles (comme ce fut le cas pour les tests covid-19), rien ne se passe. La FDA a toujours la même autorité maintenant qu'elle avait en 2019.

Troisièmement, la surveillance des tests en laboratoire est largement inutile si les autorités de réglementation (à condition qu'elles comprennent le fondement scientifique de ce qui est fait) n'observent pas ce qui se passe dans le laboratoire. L'examen de documents ou de protocoles est en grande partie cérémonieux si les "experts" n'ont pas une compréhension claire des procédures et, plus important encore, s'ils ne sont pas dans les laboratoires avec les techniciens qui effectuent les tests. Qui sait si les tests sont administrés correctement, ou si, suite à la rotation du personnel, un nouveau membre du personnel est mal formé et donne les tests de manière incorrecte ? Ce dernier scénario ne pourra jamais être suivi et contrôlé par les autorités de réglementation.

Ces problèmes de réglementation auraient été bien mieux traités si les installations d'essai du secteur privé s'étaient fait concurrence pour obtenir des clients. Pour qu'un laboratoire d'essais soit choisi par des clients enthousiastes, ses résultats doivent être significatifs - ceux qui ne le font pas ne seront pas en activité longtemps.

En outre, un système d'essai privé aurait permis un partage plus rapide des données (et l'utilisation de diverses plateformes) et la réalisation d'essais d'une manière qui plaise aux clients. Dans certains domaines, les rapports

auraient été différents, mais en fin de compte, ils auraient dû satisfaire les clients. Et dans le cas d'une pandémie mondiale, un partage plus large des informations aurait probablement été bienvenu au début et aurait pu changer par la suite - le marché aurait pu décider au fil du temps. Des preuves concurrentes auraient même servi de contrôle de qualité important.

Il y a fort à parier qu'une approche telle que celle décrite ici aurait permis d'atténuer les effets de la pandémie de covid-19. Il ne fait aucun doute (avec le recul) que le covid-19, et la réponse qui lui a été apportée, allait causer des difficultés et des souffrances à de nombreuses personnes. Des vies ont été perdues, des entreprises et des services ont déraillé, et la confiance s'est érodée. Mais, avec les bonnes informations en main, la prise de décision aurait été améliorée. Les domaines et les pratiques problématiques auraient pu être évités. Les risques personnels auraient pu être évalués avec plus de précision. Nous aurions pu comprendre ce qui se passait plus tôt et travailler pour surmonter plus rapidement la pandémie de covid-19. Au lieu de cela, nous nous retrouvons avec le même système stagnant et gonflé qui est lent à réagir - ce qui est inquiétant car d'autres agents pathogènes vont certainement apparaître à l'avenir. Nous ne pouvons pas nous permettre de trébucher à nouveau dans l'obscurité.

Dave Albin mène des recherches sur le développement de procédés et fournit un soutien technique à un fabricant d'équipements alimentaires de l'Iowa.

▲ RETOUR ▲

Voix du tombeau de Microsoft

Dmitri Orlov , vendredi 22 janvier 2021



J'ai écrit dans mon livre de 2016, *Shrinking the Technosphere* :

...[Un] mouvement va se développer pour virtualiser les gens dans leur intégralité, y compris leur tête, en les remplaçant par des simulations informatiques. Dans un premier temps, cela sera fait pour que vos proches restent apparemment en vie après leur décès, mais plus tard, les personnes en âge de procréer décideront qu'avoir des enfants virtuels et simulés est beaucoup moins gênant que d'en avoir des physiques, avec tous les frais que cela implique de leur donner des implants neuronaux et plus tard de leur faire amputer leur corps. Les personnes en âge avancé, craignant l'apparition de la démence, choisiront de faire numériser leur cerveau à l'avance pour éviter de se mettre dans l'embarras sur les médias sociaux.

Et cela déclenchera la tendance finale et inexorable qui consistera à remplacer les êtres humains physiques par des simulations informatiques. D'ici là, la puissance de calcul aura progressé au point que les simulations ressembleront étrangement à l'original supposé, pouvant envoyer des textes tels que "OMG !" et "LOL !" et échanger des selfies de leurs visages de canards simulés devant des lieux touristiques simulés, tout comme le

faisaient les originaux autrefois.

Pour des raisons d'efficacité, les humains simulés ne fonctionneront que pour le bénéfice des quelques humains non simulés restants. Et lorsque le dernier humain restant sera remplacé par une simulation, il sera enfin possible d'éteindre le tout. La technosphère gagne ; la partie est terminée.

Je voulais dire qu'il s'agit d'une expérience de pensée futuriste, de simulation d'horreur et d'anti-utopisme. Mais apparemment, ce n'est pas ainsi que Microsoft l'a compris ; il l'a pris comme un appel à l'action ! C'est ce que je viens de dire :

Microsoft a obtenu un brevet qui lui permettrait de faire un chatbot en utilisant les informations personnelles de personnes décédées.

Le brevet décrit la création d'un robot basé sur "des images, des données vocales, des messages sur les médias sociaux, des messages électroniques" et d'autres informations personnelles.

Le vieil adage était : "Sur Internet, personne ne sait si vous êtes un chien". Le nouveau dicton est : "Sur Internet, personne ne sait si vous êtes un chatbot". Et ce n'est plus une blague. Si vous ne trouvez pas ce développement incroyablement effrayant, alors expliquez-nous ce que vous pensez que le mot "effrayant" signifie !

▲ RETOUR ▲

Nouvelle pandémie, tests : Bill Gates annonce le futur

By Docteur January 27, 2021



Quand le cinglé Bill Gates va-t-il se taire ?

Le milliardaire américain qui n'a aucune compétence dans le domaine des maladies infectieuses et continue d'emmerder le monde, et surtout continue de faire des plans covidéments sur la comète.

Il annonce carrément... la prochaine *terrible pandémie* et nous explique comment le monde devra réagir.

"To prevent the hardship of this last year from happening again, **pandemic preparedness must be taken as seriously as we take the threat of war**," Gates wrote in an annual letter Wednesday. "The world wasn't ready for the Covid-19 pandemic. **I think next time will be different.**" ([BangkokPost](#))

Traduction : « Pour éviter que les difficultés de cette dernière année ne se reproduisent, la préparation à une pandémie doit être prise aussi au sérieux que la menace de guerre », a écrit M. Gates dans une lettre annuelle mercredi. "Le monde n'était pas prêt pour la pandémie de Covid-19. Je pense que la prochaine fois sera différente ».

De nouveau les mots-clés : guerre, pandémie etc. Et bien entendu : “la prochaine fois”... Car des couillonavirus, il y en aura bien d’autres !

Et dans sa grande ingénuité, il déroule le programme (pognon et contrôle de la planète) :

« D’ici l’arrivée de la prochaine pandémie, M. Gates a déclaré qu’il espérait voir "des plateformes de méga-diagnostic, qui pourraient tester jusqu’à 20 % de la population mondiale chaque semaine". Le coût global de la défense du monde semble énorme, bien qu’il ne soit pas comparé au coût estimé de 28 billions de dollars de Covid-19, a-t-il dit. »

Ben voyons... le cirque des tests PCR pour 1,6 milliard d’individus par semaine !!!

Il est complètement cinglé et con comme une enclume, c’est ahurissant.

Dans le monde d’après de ces terroristes, le moindre nouveau petit virus grippal monté en épingle déclenchera une nouvelle démente, avec tests, panique, tsunami de pognon etc.

Rincez, répétez.

Le Reich Viral de 1000 ans !

A leurs yeux, le couillonavirus chinois de 2020 n’est qu’une mise en bouche. Comme dans une pièce de théâtre, au début du premier acte, on présente les personnages et les lieux.

Marsault s’impose.

▲ RETOUR ▲

« L’effet apéro »

par Maxime Tandonnet Publié le 15 janvier 2021



L’un des principaux leaders de l’équipe dirigeante explique le couvre-feu général à 18 H par cette formule: éviter « l’effet apéro ». Il démontre une fois de plus à quel point le mépris est le socle de l’idéologie au pouvoir depuis bientôt 10 ans. Après les sans dents, les Gaulois réfractaires, les fainéants, ceux qui ne sont rien, ne peuvent même pas se payer un costume, n’ont qu’à traverser la rue pour trouver un emploi, fument des clopes et roulent au diésel, les connards (le peuple), voici les addicts à l’apéro quotidien. La formule dénote une furieuse méconnaissance de la vie des Français. Qu’imaginent-ils? Les Français à 18 H se précipitant comme un seul homme devant le verre de pastis et les cacahouètes? Que font les sans dents à 18 H, en sortant du boulot? Les courses pour le soir, les devoirs des enfants, les démarches à la poste ou à la banque ou sur Internet. L’effet

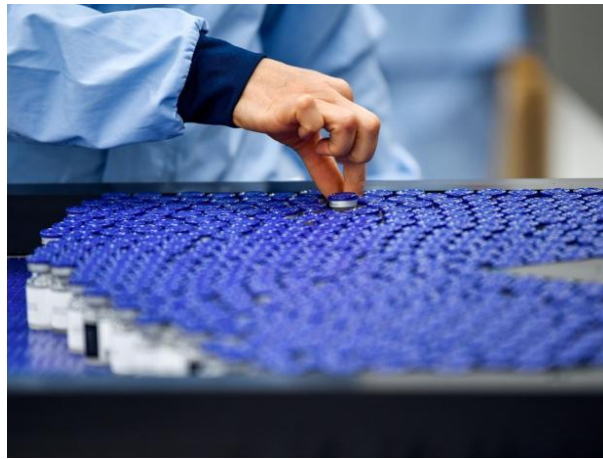
apéro n'existe pas. Le couvre-feu partout à 18 H, dans la course folle au mépris nihiliste, n'aura pas d'autre effet que d'aggraver l'écrasement de l'économie française et de la liberté. Il ne fera que renforcer l'asphyxie du pays, le martyre des petits commerçants, des restaurateurs, des gens de la culture et du sport d'hiver. Au nom de la peur, il ne détruira évidemment pas le virus mais il poursuivra l'œuvre d'anéantissement de la dignité des Français, dans l'attente de la nouvelle gifle annoncée, le confinement total. La mesquinerie bureaucratique, à l'image d'une saignée de Molière, ne fait qu'aggraver le mal, avec une violence inouïe. Voilà ce qu'ils ne comprendront jamais.

▲ RETOUR ▲

Effets « secondaires » du Vaccin Pfizer

Par South Front – Le 18 janvier 2021 – Source [South Front](#)

De plus en plus de décès découlent de la « réussite » du vaccin Pfizer



En Norvège, le gouvernement est préoccupé par le décès de 29 personnes âgées qui ont été soumises au vaccin COVID-19 de Pfizer.

Des experts en santé de Wuhan, en Chine, ont notamment appelé la Norvège et d'autres pays à suspendre l'utilisation des vaccins COVID-19 à base d'ARNm produits par des sociétés telles que Pfizer, en particulier chez les personnes âgées.

Jusqu'au 15 janvier, le vaccin produit par Pfizer et BioNTech SE était le seul disponible en Norvège, et «tous les décès sont donc liés à ce vaccin», a déclaré l'Agence norvégienne des médicaments.

Il y a treize décès qui ont été constatés, et nous sommes au courant de seize autres décès qui sont actuellement en cours d'évaluation», a déclaré l'agence. Tous les décès signalés concernaient «des personnes âgées souffrant de graves troubles de base», précise-t-il. «La plupart des gens ont ressenti les effets secondaires attendus du vaccin, tels que nausées et vomissements, fièvre, réactions locales au site d'injection et aggravation de leur état sous-jacent.

L'Australie, qui a conclu un accord pour 10 millions de doses du vaccin Pfizer, cherche des informations urgentes sur la question auprès du producteur, des autorités sanitaires et du gouvernement norvégien, a déclaré le ministre de la Santé, Greg Hunt.

L'Administration australienne des produits thérapeutiques recherchera «des informations supplémentaires, à la fois auprès de la société, mais aussi auprès du régulateur médical norvégien», a déclaré Hunt. Le ministère australien des Affaires étrangères contactera également son homologue norvégien à ce sujet.

Pfizer et BioNTech travaillent avec le régulateur norvégien pour enquêter sur les décès en Norvège, a déclaré Pfizer dans un communiqué envoyé par courrier électronique. L'agence a constaté que « le nombre d'incidents jusqu'à présent n'est pas alarmant et conforme aux attentes », a déclaré Pfizer.

«Nous savons que des décès ont également été signalés dans d'autres pays, mais nous n'avons pas encore tous les détails à ce sujet», a déclaré l'agence norvégienne des médicaments. «Il existe également des différences entre les pays quant à savoir qui est prioritaire pour la vaccination, et cela pourrait également affecter la notification des effets secondaires, y compris le décès.»

«L'Agence norvégienne des médicaments a communiqué, avant la vaccination, que en vaccinant les personnes les plus âgées et les plus malades, on s'attend à ce que des décès surviennent avec le temps. Cela ne signifie pas qu'il existe un lien de causalité entre la vaccination et la mort. Nous avons également, en relation avec les décès signalés, indiqué qu'il est possible que les effets secondaires courants et connus des vaccins aient été un facteur contribuant à une évolution grave ou mortelle », a déclaré l'agence.

En attendant, rien n'est aussi solide que des preuves «anecdotiques» et, à ce titre, une vidéo a été diffusée montrant qu'une femme américaine avait une sorte de crise après avoir pris la première dose du vaccin de Pfizer.

Brant Griner a lancé un appel sur Facebook, après que sa mère a commencé à avoir de graves problèmes médicaux plusieurs jours après avoir pris le vaccin.

Dans un article désormais viral, Griner a partagé une vidéo de sa mère tremblant de manière incontrôlable alors qu'elle tentait de marcher, utilisant les murs à proximité et une porte pour se soutenir alors qu'elle avançait.

«Maman va encore plus mal aujourd'hui et je n'ai toujours pas de réponses des médecins sur la façon de résoudre ce problème. Merci de prier pour elle. Je ne supporte pas de voir ma mère dans cet état. Cela me donne envie de pleurer, sachant que je ne peux rien faire pour l'aider. Veuillez ne pas prendre le vaccin COVID-19 », a-t-il écrit.

«Je ne suis en aucune façon une personne anti-vaxx. Ma mère non plus – elle était pour le vaccin avant que cela ne se produise », a-t-il déclaré.

L'hôpital a déterminé qu'elle souffrait d'une «réaction neurologique», ajoutant que les médecins pensaient que la maladie était causée par «les métaux contenus dans le vaccin».

Par ailleurs, en Israël, au moins treize personnes [semblent souffrir](#) de paralysie faciale après avoir pris le vaccin de Pfizer.

Pfizer et les autorités sanitaires enquêtent sur le cas d'un médecin de Floride décédé d'une maladie sanguine inhabituellement grave seize jours après avoir reçu la première dose de vaccin Pfizer COVID-19. On ne sait pas encore si le vaccin est lié à la maladie.

Pfizer a déclaré que jusqu'à présent, les preuves ne suggèrent pas de lien. Le médecin basé en Floride a développé une maladie rare appelée thrombocytopénie sévère qui diminue la capacité du corps à coaguler le sang et à arrêter les saignements internes.

Pfizer a déclaré : «Il est important de noter que les événements indésirables graves, y compris les décès qui ne sont pas liés au vaccin, sont malheureusement susceptibles de se produire à un rythme similaire à celui de la population générale.»

Jusqu'à présent, les problèmes graves signalés concernaient 29 cas d'anaphylaxie, une réaction allergique grave. Aucun n'a été signalé comme mortel. De nombreuses personnes ont eu d'autres effets secondaires comme des douleurs aux bras, de la fatigue, des maux de tête ou de la fièvre, qui sont généralement transitoires.

Pfizer refuse généralement d'admettre que l'un de ces effets très néfastes tels que la mort ou des lésions neurologiques est dû à son vaccin.

▲ RETOUR ▲

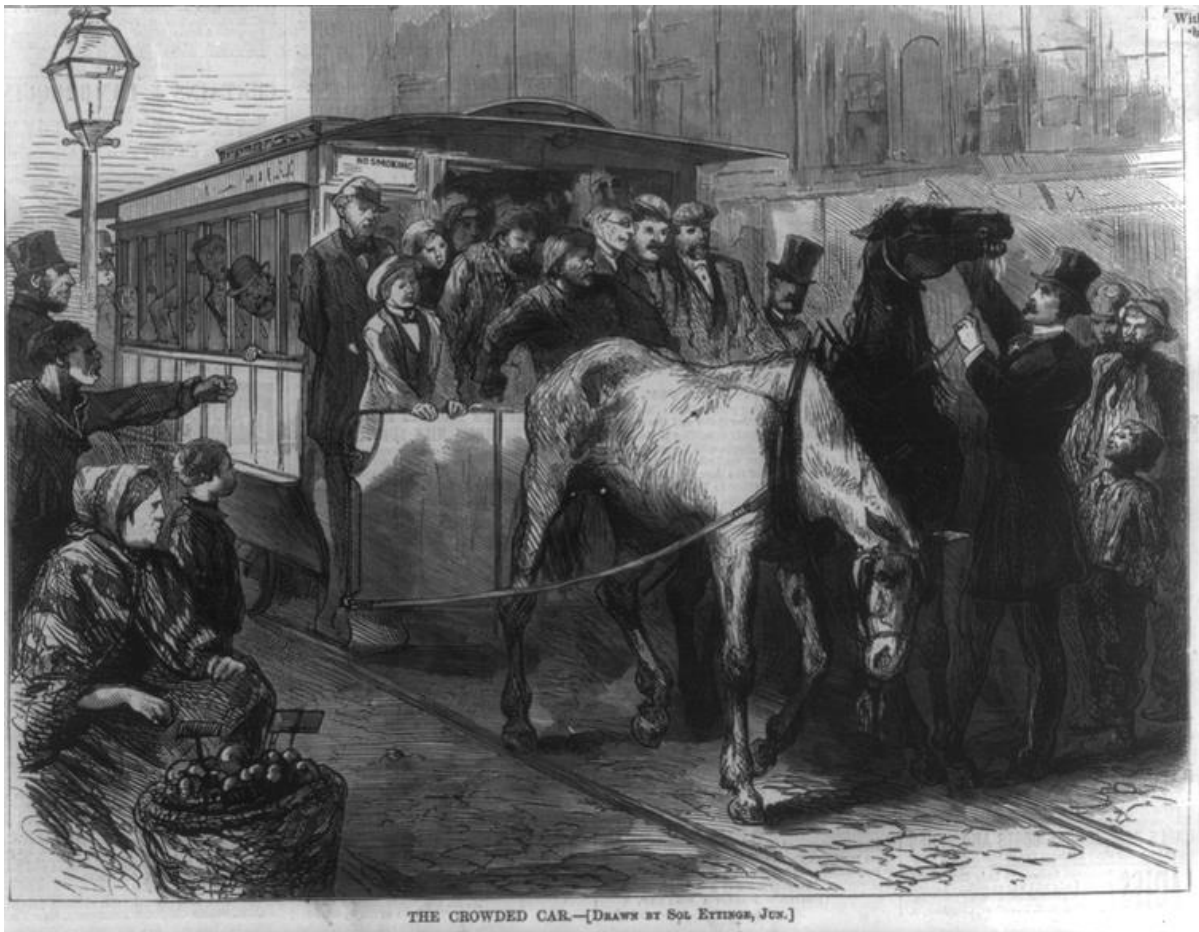
En 1872, le virus de la grippe a paralysé l'économie américaine en infectant les chevaux

Ernest Freeberg Source : [Consortium News, Ernest Freeberg](#)

C'était en quelque sorte une crise énergétique, écrit Ernest Freeberg.

En 1872, l'économie américaine était en plein essor alors que la jeune nation s'industrialisait et s'étendait vers l'ouest. Puis, à l'automne, un choc soudain a paralysé la vie sociale et économique. C'était une sorte de crise énergétique, mais il ne s'agissait pas d'une pénurie de combustibles fossiles. La cause en était plutôt un virus qui s'est propagé parmi les chevaux et les mules depuis le Canada jusqu'à l'Amérique centrale.

Pendant des siècles, les chevaux avaient fourni l'énergie essentielle à la construction et au fonctionnement des villes. Et voilà que la grippe équine montrait à quel point cette coopération était importante. Lorsque les chevaux infectés ont cessé de travailler, plus rien ne fonctionnait. La pandémie a déclenché une paralysie sociale et économique comparable à ce qui se passerait aujourd'hui si les pompes à essence s'asséchaient ou si le réseau électrique tombait en panne.



Henry Bergh (en haut-de-forme) arrêtant une voiture à cheval surpeuplée, extrait du Harper's Weekly, 21 septembre 1872. (Bibliothèque du Congrès)

À une époque où beaucoup avaient hâte de voir le cheval être remplacé par les nouvelles technologies prometteuses, la grippe équine a rappelé aux Américains leur dette envers ces animaux. Comme je le montre dans mon nouveau livre, *A Traitor to His Species : Henry Bergh and the Birth of the Animal Rights Movement* [Un traître à son espèce : Henry Bergh et l'éclosion du mouvement pour les droits des animaux, NdT], cette prise de conscience a alimenté un mouvement de réforme naissant mais fragile : la croisade pour mettre fin à la cruauté à l'encontre des animaux.

Un monde soudainement 'désarçonné'

La grippe équine est apparue pour la première fois fin septembre dans les pâturages à chevaux près de Toronto. En quelques jours, la plupart des animaux des écuries surpeuplées de la ville ont attrapé le virus. Le gouvernement américain a tenté d'interdire les chevaux canadiens, mais il a agi trop tard. En moins d'un mois, les villes frontalières étaient infectées et la « maladie du cheval canadien » était devenue une épidémie nord-américaine. En décembre, le virus a atteint la côte américaine du Golfe du Mexique et, au début de 1873, des foyers se sont déclarés dans des villes de la côte ouest.

Les symptômes de la grippe étaient sans équivoque. Les chevaux avaient une toux rauque et de la fièvre ; les oreilles tombantes, ils titubaient et parfois s'écroulaient, épuisés. Selon une estimation, elle a tué 2 % du nombre estimé de 8 millions de chevaux en Amérique du Nord. Beaucoup d'autres animaux ont souffert de symptômes qui ont mis des semaines à disparaître.

À cette époque, la théorie des germes pour expliquer les maladies était encore controversée, et ce n'est que 20 ans plus tard que les scientifiques identifieront le virus. Les propriétaires de chevaux n'avaient guère de bonnes

solutions pour éviter l'infection. Ils désinfectaient leurs écuries, amélioraient l'alimentation des animaux et les couvraient de couvertures neuves. Un chroniqueur du Chicago Tribune a écrit que les nombreux chevaux maltraités et surmenés de la nation allaient mourir du choc relatif à cette soudaine débauche de gentillesse. À une époque où les soins vétérinaires étaient encore rudimentaires, d'autres gens ont préconisé des remèdes plus discutables : gin et gingembre, teintures d'arsenic et même un soupçon de guérison par la foi



Contrôleurs et passagers tirant un tramway à Boston lors de l'épidémie de grippe équine. (Getty Images)

Tout au long du XIXe siècle, les villes américaines très peuplées ont souffert de fréquentes épidémies de maladies mortelles telles que le choléra, la dysenterie et la fièvre jaune. Beaucoup de gens craignaient que la grippe équine ne se propage à l'homme. Bien que cela ne se soit jamais produit, le fait de priver l'économie de millions de chevaux représentait une menace en soi : cela revenait à couper les villes des approvisionnements essentiels en nourriture et en carburant à l'approche de l'hiver.

Les chevaux étaient trop malades pour sortir le charbon des mines, amener les récoltes au marché ou transporter les matières premières vers les centres industriels. Les craintes d'une « famine du charbon » ont fait monter en flèche les prix du combustible. Les produits pourrissaient sur les quais. Les trains refusaient de s'arrêter dans certaines villes alors que les dépôts regorgeaient de marchandises non livrées. L'économie a alors plongé dans une forte récession.

Tous les aspects de la vie étaient perturbés. Les saloons, faute de livraison de bière se sont retrouvés à sec et les postiers ont dû compter sur la « brouette express » pour transporter le courrier. Contraints de se déplacer à pied, les gens étaient moins nombreux à participer aux mariages et aux enterrements. Des entreprises désespérées engageaient des équipes humaines pour tirer leurs wagons jusqu'au marché.



Ruines dans le centre de Boston après l'incendie du 9 novembre 1872. (NYPL)

Pire encore, les pompiers ne pouvaient plus compter sur les chevaux pour tirer leurs lourds wagons-pompes. Le 9 novembre 1872, un incendie catastrophique a ravagé une grande partie du centre-ville de Boston alors que les pompiers, à pieds, arrivaient tardivement sur les lieux. Comme l'a dit un rédacteur, le virus a révélé à tout le monde que les chevaux n'étaient pas seulement une propriété privée, mais « les rouages de notre formidable machine sociale, dont l'arrêt signifiâtes préjudices étendus aux gens de toutes classes et conditions. »

La croisade de la bienveillance d'Henry Bergh

Bien sûr, la grippe a avant tout frappé les chevaux – surtout lorsque des propriétaires désespérés ou insensibles les ont forcés à travailler pendant leur maladie, ce qui a très souvent entraîné la mort des animaux. Alors que des chevaux toussant et fiévreux titubaient dans les rues, il était évident que la vie de ces serviteurs infatigables était brève et cruelle. E.L. Godkin, le rédacteur en chef de *The Nation*, a qualifié la façon dont ils ont été traités de « honte pour la civilisation... digne de l'âge des ténèbres. »

Henry Bergh avait avancé cet argument dès 1866, lorsqu'il fonda l'*American Society for the Prevention of Cruelty to Animals* [Société américaine pour la prévention de la cruauté envers les animaux, NdT] – la première organisation nationale consacrée à cette cause. Bergh avait passé la plus grande partie de sa vie adulte à poursuivre une carrière de dramaturge ratée, soutenu par un important héritage. C'est à l'âge de 53 ans qu'il a trouvé sa véritable vocation.

Moins motivé par l'amour des animaux que par sa détestation de la cruauté humaine, il a utilisé sa richesse, ses relations et ses talents littéraires pour faire pression sur l'Assemblée législative de New York afin qu'elle adopte la première loi moderne contre la cruauté. Cette loi leur conférant des pouvoirs de police, Bergh et ses collègues agents porteurs d'insignes ont parcouru les rues de New York pour protéger les animaux de toute souffrance inutile.



Carte à collectionner représentant Henry Bergh, vers 1870-1900

De nombreux observateurs se sont moqués de l'idée même que des animaux devraient bénéficier d'une protection juridique, mais Bergh et ses partisans ont insisté sur le fait que chaque créature avait le droit de ne pas être maltraitée. Des milliers de femmes et d'hommes à travers le pays ont suivi son exemple, en adoptant des lois similaires et en créant des branches de la SPCA. Cette croisade a provoqué un large débat public sur la dette que les humains avaient envers les autres espèces.

Alors que la grippe équine faisait rage, Bergh s'est planté aux principaux carrefours de New York, arrêtant les chariots et les charrettes tirés par des chevaux pour inspecter les animaux afin de détecter les signes de la maladie. Grand et d'allure aristocratique, Bergh s'habillait impeccablement, portant souvent un haut-de-forme et arborant une canne en argent, son long visage encadré d'une moustache tombante. Affirmant que le travail des chevaux malades était dangereux et cruel, il a imposé à de nombreux attelages de retourner à leurs écuries et a parfois poursuivi les cochers au tribunal.

La circulation s'engorgeait, alors que les passagers grognons étaient contraints de marcher. Les sociétés de transport ont menacé de poursuivre Bergh en justice. Les critiques le ridiculisaient en le présentant comme un amoureux des animaux mal inspiré qui se préoccupait plus des chevaux que des humains, mais beaucoup plus de gens ont salué son travail. Au milieu des ravages de la grippe équine, la cause de Bergh a été à la hauteur du moment.



Le mausolée d'Henry Bergh au cimetière Green-Wood, Brooklyn, New York

Les droits des chevaux

À son acmé, l'épidémie a conduit de nombreux Américains à se demander si le monde qu'ils connaissaient allait un jour se rétablir, ou si le lien ancien entre les chevaux et les humains risquait d'être à jamais rompu à cause d'une mystérieuse maladie. Mais au fur et à mesure que la maladie poursuivait son avancée, les villes réduites au silence par l'épidémie se sont peu à peu redressées. Les marchés ont ré-ouvert, les dépôts de fret ont résorbé les retards de livraison et les chevaux ont repris le travail.

Pourtant, l'impact de cet épisode traumatisant s'est prolongé, forçant de nombreux Américains à envisager de nouveaux discours radicaux sur le problème de la cruauté envers les animaux. Finalement, l'invention des chariots électriques et du moteur à combustion interne a résolu les défis éthiques posés aux villes fonctionnant grâce au cheval.

Dans le même temps, le mouvement de Bergh a rappelé aux Américains que les chevaux n'étaient pas des machines insensibles mais des partenaires dans la construction et le fonctionnement de la ville moderne – des créatures vulnérables capables de souffrir et méritant la protection de la loi.

Ernest Freeberg est professeur d'histoire à l'université du Tennessee.

▲ RETOUR ▲

Comment se préparer aux coups durs en 5 étapes

Publié par [Pierre Templar](#) 25 janvier 2021



La majorité des gens ont tendance à la procrastination, même lorsqu'il s'agit de choses importantes. Malheureusement, les problèmes qui pourraient paraître comme très petits et très lointains à l'horizon prennent rapidement de l'ampleur à mesure qu'ils se rapprochent.

Soudain, ce qui semblait être aussi menaçant qu'un minuscule dragonnet vous toise à présent de haut, crache du feu, et relâche de la fumée.

Si vous n'avez découvert le survivalisme comme style de vie que ces derniers mois, vous vous sentez probablement comme le pauvre valet de pied médiéval faisant face au dragon cracheur de feu avec une humble lance...

C'est ainsi que les mauvaises situations semblent nous surprendre. Ce n'est pas que nous ne les avons pas vues venir, ou que nous n'étions pas conscients de leur éventualité ; nous sommes simplement tombés dans le piège trop humain de penser que cela ne nous arriverait pas, ou n'arriverait pas du tout ! Mais il s'est avéré que vous avez ignoré le danger, et que vous avez perdu.

Votre numéro est sorti, et vous contemplez à présent le début d'une catastrophe massive ou les premiers grondements d'un scénario de chaos qui vous remplit d'effroi. Et vous blêmissez à vue d'œil parce que vous êtes intimement conscient de votre manque de préparation pour faire face aux jours sombres à venir.

C'est un sentiment tout à fait compréhensible, mais malgré votre procrastination ou votre ignorance innocente de la façon dont le monde est susceptible de fonctionner, vous n'êtes pas encore condamnés.

Il y a toujours quelque chose que l'on peut faire pour améliorer une situation, quel que soit le moment où elle se présente ou celui auquel on pense être.

Dans cet article, nous partagerons quelques procédures et des conseils qui vous aideront à vous préparer aux moments difficiles qui ne manqueront pas de survenir, et à le faire dans la plus grande hâte.

Tout d'abord, prenez le contrôle de votre esprit et de vos émotions !

Il est facile de se laisser submerger par toutes sortes d'émotions négatives lorsqu'on réalise que le danger et l'incertitude se rapprochent et que l'on est tout sauf prêt à y faire face. C'est alors que l'on regrette d'avoir laissé les choses aller aussi mal.

Vous en voudrez à l'idée que vous n'êtes pas aussi bien préparé que d'autres personnes, en particulier celles que vous connaissez - amis, famille, associés - qui se sont fait un devoir de prêcher (et de suivre) un style de vie qui les ont rendues aptes à affronter le danger.

Vous aurez l'impression que vous ne pouvez pas vous rattraper, que vous êtes simplement coincé, et que votre destin est scellé.

Il est temps d'arrêter les conneries et de mettre fin à l'auto flagellation ! Tout survivaliste chevronné ou survivant de situations de crise vous dira qu'il est essentiel de cultiver, d'endurcir et de maintenir un état d'esprit approprié pour faire face (et, espérons-le, survivre) à une situation particulièrement stressante et à des enjeux élevés.

Rien n'est fini tant que ce n'est pas fini, et cela inclut votre vie. Peu importe qui vous êtes, où vous vivez, et quel avenir effrayant et incertain vous avez devant vous, il y a toujours quelque chose que vous pouvez faire pour améliorer votre situation.

Vous pourriez être confronté à une énorme tempête à cinq minutes à peine d'une horde d'émeutiers qui brûlent et pillent votre ville. Ou au simple fait de réaliser que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient, qu'elles empirent et qu'il n'y a pas de fin en vue aux malheurs actuels.

Tout comme pour la conduite d'une voiture, vous devez regarder où vous devez aller, et non ce que vous voulez éviter ; c'est une façon sûre de se jeter dans le mur ou de sortir de la route.

Les morts se concentrent sur le problème, les gagnants sur la solution. Concentrez-vous sur la résolution du

problème pour accélérer le processus.

Le moment est venu de commencer à améliorer votre situation, dès cette seconde. Avec un peu de diligence et de chance, vous ne serez pas la proie de ce qui vous fait si peur. Même si l'événement que vous redoutez est pratiquement inévitable, **ce n'est qu'en agissant que vous pourrez améliorer vos chances de survie.**

Vous aurez peut-être plus de temps pour commencer à corriger votre trajectoire, ou vous en aurez moins. Quoi qu'il en soit, vous trouverez ci-dessous un programme de "rattrapage" qui vous aidera à vous endurcir pour les moments difficiles à venir.



Étape 1 : Analyser la ou les menaces

Avant de faire quoi que ce soit, avant de réagir à un problème ou à une peur perçue, vous devez identifier de manière concise la menace. Autrement dit, de quoi vous inquiétez-vous ?

Une ville située à quelques kilomètres de là a-t-elle été balayée par une tempête ? L'idée que la société est de plus en plus fracturée et de plus en plus contestatrice vous rend-elle nerveux à juste titre ? Un ami ou un parent a-t-il été victime d'un crime violent, comme une agression ou une invasion de domicile ?

Si vous ne pouvez pas identifier précisément la menace, vous ne pourrez pas vous préparer à y réagir.

Une fois que nous avons identifié précisément le problème, nous pouvons commencer à planifier, même si c'est sous une forme condensée et abrégée.

Vous ne vous préparerez pas à la violence criminelle personnelle de la même manière que vous vous préparez à une catastrophe naturelle, bien que certaines compétences soient universellement utiles dans toute situation d'urgence.

Le moment est venu de vous servir un café, de prendre une grande respiration, de vous asseoir et de déterminer quel est votre ou vos problèmes particuliers. Il n'est pas nécessaire que ce soit une diatribe ou une liste aussi longue qu'un long métrage de fiction.

Quelles sont les menaces les plus probables qui pourraient vous blesser ou ruiner votre vie ? Ecrivez-les. Il se peut qu'il ne s'agisse pas de problèmes typiques de survivalistes. Quelques exemples :

- Vous vivez dans une région sujette à un type de catastrophe naturelle donné. Par chance, ou grâce à la Providence, vous êtes passé au-travers de dégâts importants, mais un "quasi-accident" a eu des répercussions sur votre région ou sur une ville voisine. Vous êtes effrayé - cela aurait pu être vous...

- Vos finances personnelles ne sont pas en bon état. Vous êtes à une encablure à peine de la misère et du sans abris. Cette pensée vous remplit d'effroi. Il n'y a pas de parachute doré en vue. Vous devez vous prémunir contre une calamité financière.
- C'est tagué sur tous les murs de votre ville. Il s'avère que les idéologies concurrentes qui divisent la société ne peuvent plus s'entendre. Bientôt, elles ne pourront plus cohabiter. Les conflits civils s'intensifient. Vous en savez assez pour savoir que tout bouleversement sociétal est extraordinairement dangereux. Comment pouvez-vous vous préparer à une telle situation ?
- Votre ville natale est devenue un point chaud pour les contestations politiques qui deviennent invariablement violentes et destructrices. Vous êtes de plus en plus inquiet pour votre sécurité et celle des membres de votre famille qui travaillent et gèrent votre petite entreprise locale. La dernière fois, un homme d'affaires voisin a été sévèrement battu après avoir tenté de défendre sa vitrine.

Le fait de franchir ne serait-ce que cette première étape devrait vous apporter un certain réconfort. C'est la première pierre, si petite et si humble soit-elle, sur la voie de la prise en charge de votre propre vie et de votre sécurité.

Vous avez identifié la menace et vous commencez maintenant à y poser votre regard. Vous commencez à contrôler le résultat. Continuons !

Étape 2 : Identifier les points de rupture

Maintenant que vous avez identifié le type de menace auquel vous êtes confronté, ou du moins la menace la plus probable, demandez-vous comment cet événement ou cette occurrence vous affecterait spécifiquement.

Il est temps de passer aux choses sérieuses : ce n'est qu'en identifiant nos points d'échec personnels, ou vulnérabilités, dans le contexte d'un problème de plus grande envergure que nous pourrions commencer à corriger et à rectifier ces vulnérabilités.

Par exemple, en utilisant les quelques exemples mentionnés précédemment :

- Vous vivez sur le littoral, et malgré une décennie de chance, de récentes tempêtes monstrueuses ont pratiquement fait disparaître la ville voisine. C'était tout à fait trop près pour que vous puissiez vous sentir en sécurité. Vous vivez dans un mobile home, l'une des structures les plus vulnérables statistiquement. Non seulement vous n'êtes pas prêt à surmonter les conséquences d'une telle catastrophe, mais vous ne pouvez même pas compter sur votre propre habitation pour vous protéger efficacement. Qu'allez-vous faire à ce sujet ?
- Autre éventualité tout aussi plausible : une inondation centennale dans une zone de basse altitude. Vous êtes certain qu'un tel événement fera monter l'eau jusqu'au plafond du rez-de-chaussée. Quelle doit être votre réaction face à un tel événement ? Est-il même possible de rester dans votre maison au premier étage ? Le devriez-vous ? Si vous deviez évacuer, où irez-vous ? Quel est le "point de non-retour" lorsque l'eau commence à monter, à quel moment jugerez-vous qu'il faut "abandonner le navire" ?
- Vous vivez dans une grande banlieue ou une grande zone métropolitaine où les affrontements sociaux sont de plus en plus nombreux et de plus en plus violents. Il est facile de se sentir vulnérable lorsque tout semble si aléatoire et que vous ne pouvez pas vous défaire de l'idée que vous pourriez être la cible de violences, notamment à cause de ce que vous avez dit, de ce que vous croyez ou de la personne pour laquelle vous avez voté. Vous êtes propriétaire d'une entreprise locale et vous avez un profil public modérément visible. Vous êtes certain d'être bientôt "mis en avant" pour manifester votre soutien à une cause ou une autre. Comment pouvez-vous donner un sens à tout cela et, surtout, comment pouvez-vous éviter les représailles de ceux qui vous feraient du tort parce que vous êtes du "mauvais côté" ?
- L'insolvabilité financière : vous devez identifier votre principale vulnérabilité. S'agit-il de votre manque de revenus ou de l'instabilité de votre source d'approvisionnement ? Êtes-vous confronté à des dépenses

croissantes ? Êtes-vous confronté à des dépenses exceptionnelles comme des problèmes de santé sans assurance, ou sans mutuelle adéquate ? L'une ou l'autre de ces situations s'applique peut-être à un membre de votre famille proche.

Vous devez d'abord localiser la source de la douleur, ou dans notre cas, la source potentielle, avant que de pouvoir appliquer le remède. Une fois cela fait, vous êtes alors prêt à commencer à prendre des mesures concrètes pour renforcer vos défenses !



Étape 3 : Corriger dès maintenant !

Vous avez donc identifié la menace ainsi que vos vulnérabilités particulières dans le contexte de cette menace. Aujourd'hui est le jour où commencer à corriger le cap, et je veux dire dès maintenant !

Arrêtez de faire les choses qui vous rendent vulnérables. Commencez à faire celles qui vous rendent moins vulnérables. C'est tout ; point final.

Mais ceci est plus facile à dire qu'à faire, n'est-ce-pas ? Peut-être. Ou peut-être que non. Par exemple, si vous êtes préoccupé par la menace de violence personnelle due à l'empiètement de la diversité culturelle ou à la hausse de la température politique, vous devrez acquérir les compétences, les outils et les autres attributs nécessaires pour défendre votre vie et vos biens.

La plupart des gens aiment commencer par les outils, en raison d'une forte dépendance culturelle à l'égard des gadgets. Cependant, si votre condition physique est au plus bas et que vous ne savez pas comment vous comporter dans un combat ou avant même qu'un combat ne commence, il serait préférable de vous occuper de cela en premier.

Arrêtez de manger des aliments industriels. Commencez à vous entraîner. Apprenez le judo verbal et l'évitement des conflits. Apprenez à désamorcer le risque avant l'attaque d'un criminel. Une arme à feu ou un couteau n'est pas un talisman magique qui vous protégera.

Considérez également l'exemple précédent de catastrophe naturelle. Si vous vivez au milieu d'une zone de tempêtes dans un mobile home, aucune préparation matérielle ne suffira. Votre vulnérabilité est votre maison et le fait d'y rester vous rend vulnérable à chaque minute de chaque jour durant la saison.

Quelles sont vos options ? Installer un abri contre les tempêtes sur votre propriété, peut-être ? Bien, allez chercher le kit et commencez à l'installer. Si vous ne pouvez pas l'installer, engagez un professionnel. Si vous n'avez pas les moyens de vous le procurer ou de l'installer, commencez à économiser dès maintenant.

Cela signifie qu'il faut déterminer ce dont vous pouvez vous passer, ou les endroits où vous pouvez faire des économies pour y parvenir. Cette sagesse s'applique également à la menace d'insolvabilité financière ; arrêtez de gaspiller de l'argent pour des conneries stupides !

Peu importe à quel point vous pensez être loin du compte en ce qui concerne la préparation, et à quel point vous vous sentez désespéré et impuissant lorsque vous comparez votre situation et votre statut à ceux qui se préparent depuis des années ou des décennies, il n'est jamais trop tard pour commencer, et jamais trop tard pour améliorer votre situation !

Étape 4 : Donner la priorité aux besoins de survie

Lorsque des personnes confrontées à l'incertitude ou à des moments vraiment difficiles se demandent en vain "comment vais-je survivre ?", elles sont plus figuratives qu'elles ne le pensent. C'est généralement en contraste avec ce qu'elles ressentent.

Le fait est que chaque personne vivant sur Terre n'a besoin que de quatre nécessités pour ce qui concerne la survie physique. Et s'il est vrai que s'épanouir et survivre ne sont pas la même chose, il est très difficile de faire le premier si vous ne pouvez même pas faire le second.

Quant aux nécessités de survie, elles sont, dans l'ordre, "les plus meurtrières" :

- Air
- Abri
- Eau
- Alimentation

Considérez que quelle que soit votre situation, aussi épuisante, aussi humiliante soit-elle, tant que vous avez ces quatre choses, vous survivrez ! Ce ne sera pas agréable et ce ne sera presque certainement pas joli, mais elles sont tout ce qu'il faut pour maintenir la vie.

Je vous ai dit cela dans un double but. Le premier est d'inculquer un sentiment d'espoir et de gratitude. Il y a de fortes chances que, quoi qu'il arrive, vous ne partirez pas sans aucune de ces quatre choses, ou du moins, pour une période de temps qui peut mettre votre vie en danger. Et tant que vous êtes en vie, vous pouvez reconstruire, récupérer, et recommencer à zéro.

Deuxièmement, laissez ces priorités de survie éclairer vos choix. Certaines agences gouvernementales ont déterminé que la grande majorité des gens seront suffisamment bien équipés pour survivre à la plupart des catastrophes qui pourraient survenir, tant qu'ils pourront fournir, d'une manière ou d'une autre, ces quatre nécessités pour une durée de trois jours seulement. Tout le monde peut le faire.

Peu importe à quel point vous êtes en retard, ou plutôt pensez être, dans le jeu de la préparation en ce moment, demandez-vous si vous pourriez trouver trois jours de nourriture et d'eau à stocker comme réserve de survie d'urgence.

Pourriez-vous prévoir des vêtements supplémentaires en fonction de l'environnement et de la saison au cas où vous seriez chassé de chez vous ? Que diriez-vous d'un chauffage au propane ou de bois supplémentaire pour votre cheminée ?

La préparation matérielle la plus rudimentaire vous permettra, statistiquement, de vous préparer à la grande majorité des catastrophes et des moments difficiles qui pourraient vous arriver.



Étape 5 : Acquérir les compétences

Au-delà des nécessités, considérez que la plupart des gens se mettent en difficulté lors de n'importe quel type de catastrophe ou d'urgence pour la seule raison qu'ils ne sont pas capables de prendre soin d'eux-mêmes ou de gérer efficacement la situation en question.

Il existe mille et une façons de se blesser au cours d'une journée normale, et mille et une autres lors de toute catastrophe ou situation d'urgence digne de ce nom.

Lorsque le ciel s'assombrit, que l'électricité est coupée et que les montagnes se mettent à rugir, vous pouvez compter sur le fait que tous nos intervenants d'urgence modernes vont être débordés et hors service, pour vous-mêmes comme pour les autres survivants.

Considérez les compétences de survie élémentaires suivantes, que tout le monde peut apprendre et mettre en œuvre :

- Savez-vous administrer les premiers secours de base ?
- Savez-vous comment naviguer sans l'aide d'un GPS ?
- Disposez-vous de plans d'urgence A, B et C pour l'évacuation ?
- Avez-vous répété plusieurs points de rendez-vous avec vos proches ?
- Savez-vous comment allumer et entretenir un feu pour vous réchauffer ou cuisiner ?
- Savez-vous comment signaler un appel à l'aide avec ou sans outils ?

Toutes ces choses sont les compétences de survie les plus élémentaires, faciles et abordables ou même gratuites à apprendre. Il n'y a aucune excuse pour un citoyen de ne pas posséder au moins une compétence digne d'un "compagnon" dans ces domaines.

Même si vous n'apprenez que les bases, vous aurez des kilomètres d'avance sur des gens qui n'ont aucune formation et qui sont incapables.

La plupart des gens ne sont absolument pas préparés à faire face à une quelconque urgence, et cela signifie que vous aurez une longueur d'avance, même en tant que débutant !

Étape 6 : Commencer à se diversifier pour cultiver la résilience.

Une fois que vous aurez couvert vos bases et pris les premières mesures pour améliorer votre position et vos perspectives face aux temps difficiles que nous savons tous que nous connaissons bientôt, vous devez vous concentrer sur la diversification afin de vous fortifier davantage contre les malheurs de toutes sortes. C'est la meilleure façon de cultiver l'"anti-fragilité".

N'avez-vous qu'une seule réponse face à une catastrophe ou à une situation donnée ? Il est temps de mettre en place un plan de secours. Que diriez-vous de multiples réserves de survie de nourriture, d'eau, de fournitures médicales et de vêtements chauds ?

Peut-être qu'une deuxième réserve dans votre unité de stockage ou chez un membre de la famille servirait de protection contre les pertes. Vous ne connaissez qu'une seule et véritable façon de traiter une blessure ? Apprenez la deuxième meilleure façon.

Cela vaut pour les questions plus "civiles" qui ne sont pas moins capables de rendre les temps difficiles, disons, très difficiles. Vos revenus sont-ils trop faibles ? Que pouvez-vous faire pour les améliorer ? Est-ce un deuxième emploi, une activité annexe ou des "coups" occasionnels ?

Ne courtisez-vous que des emplois sans avenir ? Il n'est jamais trop tard pour aller à l'école ou apprendre un métier. Vous avez peur d'avoir tous vos œufs financiers dans le même panier ? Envisagez divers investissements.

L'essentiel est que plus vous vous adapterez aux conditions changeantes, tant sur le plan civil que tactique, plus vous serez résistant. Cela signifie que vous serez plus difficile à briser et plus difficile à tuer, par tous les moyens.

Et cela signifie que c'est vous, et non les circonstances, qui serez le premier à dicter vos résultats. C'est tout ce que chacun d'entre nous peut demander.



Conclusion

Des temps difficiles et des jours dangereux nous attendent de toute évidence, et beaucoup pensent qu'ils sont même très proches. Pour ceux qui ont différé leurs préparatifs ou qui n'étaient pas conscients des épreuves qui s'annoncent, se préparer à les affronter peut sembler une entreprise sans espoir.

Ne croyez pas un tel mensonge ! En agissant maintenant de manière décisive et rapide, il est tout à fait possible de redresser votre situation personnelle et d'augmenter considérablement votre capacité à relever ces défis imminents.

Utilisez ce mini guide pour évaluer rapidement vos plus grandes menaces, créer un plan sommaire et vous préparer à couvrir vos vulnérabilités. Posez-vous et notez par écrit tel que je vous l'ai conseillé. Le fait de poser les problèmes sur papier plutôt que simplement dans sa tête est un premier pas déterminant pour les résoudre au plus vite...

▲ RETOUR ▲



Jean-Marc Jancovici

21 janvier, à 13 h 44 · 🌐

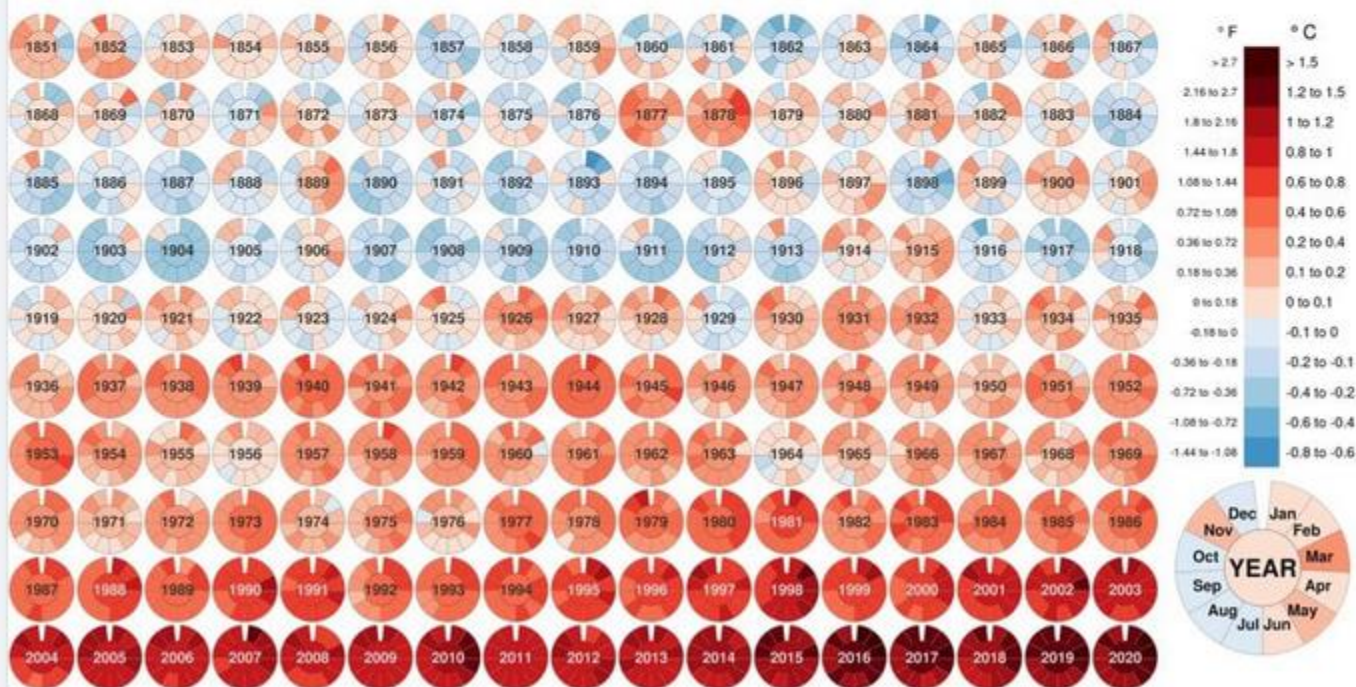
Température mensuelle mondiale entre 1851 et 2020 par rapport à la moyenne de 1850-1900. Cette comparaison utilise la dernière version du HadCRUT5, qui indique que récemment durant de nombreux mois, la température a dépassé de plus de 1,5 °C les valeurs préindustrielles.

Schéma : Neil Kaye - <https://twitter.com/neilrkaye/status/1349771090403454993>

Via [Bon Pote](#)

(posté par Joëlle Leconte)

Monthly global mean temperature 1851 to 2020 (compared to 1850-1900 averages)



Data: HadCRUT5 - Created by: @neilrkaye

▲ RETOUR ▲

L'éolien et le solaire photovoltaïque en Europe : La trahison des clercs

Document de travail de Bernard Durand et Jean-Pierre Riou

par [duterneh](#) 01 janvier 2020 ASPO France

enquêtes et débats publics sur ces questions dont les conclusions sont écrites à l'avance. Scandalisés par les mensonges permanents des médias, des élus et des gouvernements partout en Europe pour couvrir ce désastre.

L'éolien ne sert pas à grand-chose dans la plupart des pays d'Europe pour faire face à l'urgence climatique. Car l'installation d'éoliennes pour produire de l'électricité exige dans ces pays la disponibilité constante de centrales pilotables à combustibles fossiles (charbon, gaz, fuel), permettant de compenser très rapidement la chute de production des éoliennes, quand fréquemment il n'y a pas assez ou même pas du tout de vent. Or ces centrales émettent de grandes quantités de gaz carbonique (CO₂), considéré entre autres par le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC, en anglais IPCC) comme le principal responsable du réchauffement climatique actuel.

L'éolien ne sert même à rien du tout dans ceux des pays européens qui comme la France, la Norvège, la Suède et la Suisse produisent déjà leur électricité en quantités suffisantes sans avoir recours ou presque aux combustibles fossiles grâce à l'hydroélectricité et/ou au nucléaire. Bientôt s'y joindra la Finlande qui a choisi de développer chez elle le nucléaire. Il en est de même du solaire photovoltaïque, peu efficace sous nos latitudes et même absent lors des pics de consommation hivernaux, rendant ainsi indispensable son soutien par des centrales pilotables.

Pratiquement inutile en Europe pour la défense du climat, et même nuisible à long terme quand il pérennise l'usage des combustibles fossiles pour la production d'électricité comme c'est le cas entre autres en Allemagne, le développement actuel à marche forcée de ces électricités renouvelables intermittentes (EIRI) s'accompagne d'un coût réel pour les citoyens, sans que l'écrasante majorité d'entre eux ne s'en rende encore compte, considérablement plus élevé que leur seul coût de production. Cela non seulement en taxes et impôts, mais en espaces rendus inhabitables et en matières premières et matériels importés. Faire payer les Européens aussi cher quelque chose qui leur sert si peu, et qui gaspille tant d'espace et de matières premières, est-ce bien équitable ?

Rarement aura-t-on vu dans l'histoire récente un tel décervelage de l'opinion publique et une exploitation aussi éhontée de l'ignorance et de la naïveté des citoyens pour faire aboutir des projets dont les principaux intérêts sont ceux de la finance internationale. Un film récent de Jeff GIBBS et Michael MOORE « Planet of the Humans », vient de montrer ce qu'il en était aux Etats-Unis. L'Europe n'est pas en reste.

En 1927 Julien BENDA écrivait un ouvrage lucide : « La trahison des clercs ». Il y défendait l'idée que les « clercs », intellectuels dont la mission est de défendre la justice et la raison, avaient trahi cette mission au nom d'intérêts personnels. Dans une postface de 1946, il prétendait que cette trahison, faite au nom d'une idéologie antidémocratique, avait précipité l'arrivée de la deuxième guerre mondiale. Cet ouvrage est à nouveau d'une inquiétante actualité. En Europe, ces clercs que sont en principe les autorités publiques et les élus accumulent les lois et les décrets pour imposer au forceps le développement d'un éolien et d'un solaire photovoltaïque si peu utiles, au détriment évident des riverains, des citoyens et de l'économie.

Notre critique entraînera de la part de ces clercs, et aussi de militants qui se prétendent écologistes, comme si souvent des attaques ad hominem. Nous préférierions une contre-critique écrite et solidement argumentée, ce qui serait beaucoup plus positif. Nous serons entre autres accusés d'être des suppôts du lobby pronucléaire, parce que, constatant la réalité technologique actuelle, nous défendons ici l'idée que le nucléaire civil est un des rares moyens dont l'Europe dispose pour faire face à la crise énergétique et climatique qui s'annonce. Il est, contrairement à l'opinion commune, la plus écologique et la moins risquée de nos sources possibles d'électricité, et peut être à notre service pendant des milliers d'années.

Nous ne venons pourtant ni l'un ni l'autre de la planète nucléaire. Nous écrivons en toute liberté, en l'absence de toute pression politique, financière ou professionnelle. Nous nous efforçons ici de présenter une analyse rationnelle à l'aide de faits vérifiés, en fonction de notre expérience fort longue des sujets traités.

Cet ouvrage n'a pas pour objet principal de dénoncer les dommages ainsi créés à l'environnement, aux riverains, à leur santé et à leur patrimoine, en particulier par l'éolien, ni même le coût démentiel par rapport au service rendu. Beaucoup d'autres l'ont fait, et les ouvrages se multiplient à ce sujet. Il se propose surtout de faire prendre à ses lecteurs la pleine conscience des raisons physiques et économiques incontournables pour lesquelles le développement massif des électricités «renouvelables» intermittentes (ELRI), éolien et solaire photovoltaïque, constitue en Europe une mauvaise solution pour y assurer une «transition énergétique».

Les subventions directes ou indirectes démesurées dont ces ELRI ne peuvent maintenant plus se passer pour perdurer, et les obscurs montages financiers au profit de spéculateurs «verts» internationaux qui permettent de les développer en Europe, sont injustifiables par la défense du climat, celle de l'environnement, l'intérêt des citoyens, mais tout autant par les lois de la physique.

L'ouvrage est organisé en chapitres pouvant être lus dans une large mesure indépendamment les uns des autres, et conçus pour qu'ils soient autant que possible accessibles à des lecteurs n'ayant pas de formation scientifique. Les nombreuses références associées permettront à ceux qui le désirent d'aller plus en profondeur dans la réflexion.

Nous insistons sur les ordres de grandeur des quantités et des puissances mises en jeu par les différentes sources d'électricité. C'est leur méconnaissance quasi totale aussi bien par les citoyens que par leurs élus qui est à la source de tant de malentendus, mais aussi de la multiplicité des solutions « miracles » proposées pour résoudre les problèmes considérables créés par le développement de l'éolien et du solaire photovoltaïque en Europe, et qui à l'analyse se révèlent n'être que des fantasmes et des illusions.

▲ RETOUR ▲

À qui appartient la forêt amazonienne ?

Par [biosphere](#) 27 janvier 2021



Quand Bolsonaro est arrivé au pouvoir, il disait que les cavaleries brésiliennes auraient dû faire comme aux Etats-Unis pour en finir avec les indigènes. Dès le premier jour de son mandat, le président Bolsonaro a placé la démarcation des terres indigènes sous la tutelle du ministère de l'agriculture, les livrant ainsi à l'agrobusiness. Un projet de loi remettant en jeu les droits des indigènes a été déposé en février 2020 alors que la Constitution brésilienne rend ces terres « *inaliénables et indisponibles* ». En deux ans, Le gouvernement Bolsonaro a mis en place la violations des droits constitutionnels des indigènes, le démantèlement des agences

gouvernementales de protection de l'environnement, l'autorisation de pesticides toxiques... Pendant ce temps, la forêt amazonienne brûle.

Le cacique Raoni Metuktire accuse Jair Bolsonaro de crimes contre l'humanité : meurtres, extermination ou mise en esclavage, transferts forcés de la population autochtones de l'Amazonie : *« Le Blanc n'a pas l'air de comprendre que si les indigènes veulent préserver l'eau et la terre, ce n'est pas seulement pour eux, mais c'est pour préserver la vie en général, celle des générations futures. »* Sa plainte a été déposée le 22 janvier 2021 devant la CPI (Cour pénale internationale) aux Pays-Bas. Le Brésil a ratifié le traité de la CPI en 2002, lui donnant ainsi compétence pour enquêter sur les crimes commis sur son territoire et par ses ressortissants. Deux [réactions sur lemonde.fr](#) :

BCG : Cela interroge tant sur le destin commun des habitants de la planète que sur le droit des États : à force de considérer la forêt amazonienne comme nécessaire à tous, beaucoup réagissent et pensent comme si elle appartenait à tous, zappant ainsi le droit le plus élémentaire d'un État à s'organiser et se gérer en autonomie.

Michel SOURROUILLE @ BCG : La question de fond c'est de déterminer à qui appartient la forêt amazonienne. Du point de vue des colonisateurs dont Bolsonaro est un sinistre descendant, la propriété résulte d'un rapport de force, le vol à main armée fait la loi. Du point de vue des autochtones, la forêt appartient à ceux qui en vivent directement sans dilapider le capital naturel. Du point de vue des nationalistes, l'État fait ce qu'il veut de son territoire, il peut en abuser si ça lui chante. Mais du point de vue des générations futures, l'Amazonie, un des pôles de captage du CO2, appartient à tous les peuples de la terre ; sa conservation permet en effet de lutter contre le réchauffement climatique. C'est pourquoi on devrait aussi parler de crime écologique quant aux délires de Bolsonaro. Il fomente un crime contre la Terre-mère, ce droit traditionnel des peuples premiers que nous devrions remettre à l'ordre du jour au niveau international.

Du point de vue des écologistes, on peut transposer l'analyse de Mr Sourrouille à bien d'autres éléments de la nature. Par exemple, à qui appartient le pétrole enseveli depuis des millions d'années sous la terre ? Aux potentats locaux qui n'ont absolument rien fait pour fabriquer le produit de leur sous-sol ? Aux multinationales qui s'engraissent sans risque en distribuant l'or noir ? A l'OPEP qui fixe le prix du baril à sa convenance sur un marché oligopolistique ? Aux conducteurs et conductrices d'automobiles thermiques qui bénéficient d'une essence donnée gratuitement par la nature et qu'on fournit à si bas prix qu'on peut la gaspiller à son aise. Aux générations futures qui ne trouveront que les vestiges des ressources fossiles ? Ou plus fondamentalement à la Terre-mère qui avait enfoui profondément en son sein ces restes de la vie passée sur Terre pour qu'on ne l'y trouve pas si on avait été raisonnable ! Comme l'exprimait le chef Raoni, *« nous pouvons beaucoup vous apprendre sur la façon de vivre en harmonie avec la nature. La nature est comme l'homme, le sol est sa peau, les forêts sont ses cheveux et les rivières sont ses veines. Nous respirons tous un seul air. Nous buvons tous une seule eau. Nous vivons tous sur une seule terre. Nous devons tous la protéger. La sauver, c'est nous sauver nous-mêmes. »*

▲ RETOUR ▲

SOULÈVEMENT CONTRE MÉPRIS

26 Janvier 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Au Danemark](#), les danemarkois aussi bastonnent à propos des restrictions sanitaires, sans doute appelée ainsi parce que le mec qui les a pris n'est même pas capable de nettoyer les chiottes. Aux USA, [le cabinet Biden](#) ne comporte pas un seul anglo saxon protestant. Ils devraient manifester contre le manque de diversité, en plus du manque de diversité économique. En effet, il n'y a pas un seul pauvre dans ce cabinet, appelé sans doute ainsi, parce que les seuls talents des dits membres, ça serait de nettoyer les chiottes.

Mais les vrais problèmes se posent. Certains vont voir leur rémunération de récurateurs de chiottes réduites. [De toute façon](#), il n'y a pas le choix.

Patron en chef, dans le récurage de chiotte (ou en tant que locataire du dit équipement ???), not'marquis pommadé, "66 millions de procureurs" : Emmanuel Macron, le bisounoursisme radicalisé".

Ces français sont décidément [trop abrutis](#) pour comprendre son génie. Mais il se trompe sur le montant de procureur. Je pense que, par millions, ils se voient plutôt dans le rôle du bourreau, découpant, à la scie égoïne, des têtes de cons.

Amazon ne veut pas qu'on vote aux élections professionnelles par correspondance. [Il y a trop de fraudes](#) ainsi...

[La justice](#) vient d'être rendue, la guerre de Géorgie, a bien été déclenchée... Par la Géorgie. Pas par la Russie.

Il paraît que le [virus est diabolique](#). Il mute. Moi, j'ai pas beaucoup de connaissances scientifiques et médicales, mais il me semble bien, et c'est un bruit qui court, que tous les virus mutent.

[En Russie](#), ils ont ressorti guignol, et [l'ambassade US](#) organise son ch'ti coup d'état, sans visiblement beaucoup de succès. 1 %, ça reste 1 %. Et le [décor en carton pâte](#).

▲ RETOUR ▲

SECTION ÉCONOMIE



Les conséquences du confinement seront dévastateurs !

Publié le 27 janvier 2021 à 08:00:51 / 4 commentaires / 494 vues

Le monde est à l'arrêt depuis une période indéterminée. Actuellement, les écoles, les magasins, les hôtels, les compagnies aériennes, les usines, etc. sont... Lire la suite



Autant vous avertir, Il n'y aura ni de reprise en V, ni en U. Il n'y aura pas de reprise du tout !

Publié le 27 janvier 2021 à 06:00:45 / 0 commentaire / 596 vues

Ne croyez pas un seul instant qu'une fois l'épidémie de coronavirus terminée, nous connaîtrons une reprise en V. Il n'y aura pas de V, ni de U, et nous ne verrons... Lire la suite



Ces villes dans lesquelles plus personne ne peut acheter !

Publié le 27 janvier 2021 à 14:00:29 / 1 commentaire / 221 vues

C'est un dossier pertinent du magazine Marianne qui pointe ce que j'explique déjà depuis quelques années à notre aimable communauté de lecteurs et en particulier aux... Lire la suite



Pensons à eux. Ces commerçants qui ferment boutique.

Publié le 27 janvier 2021 à 12:00:34 / 3 commentaires / 272 vues

Voici l'exemple d'une petite dame qui vendait des chapeaux dans une boutique sans doute plus ou moins léguée par sa maman. Une boutiquière, une entrepreneuse, pas une... Lire la suite



Bravo Christine ! La taille du bilan de la BCE vient d'atteindre un nouveau sommet historique à plus de 7 024 milliards €

Publié le 27 janvier 2021 à 00:21:24 / 0 commentaire / 323 vues

La BCE accélère davantage l'expansion de son bilan. Le total des actifs a augmenté de 8,6 Milliards d'euros la semaine dernière en raison du QE (Quantitative... Lire la suite



3ème nuit d'émeutes féroces anti-couvre-feu aux Pays-Bas !

Publié le 26 janvier 2021 à 19:04:33 / 10 commentaires / 837 vues

Les émeutes en Hollande se sont déroulées pour la troisième nuit consécutive alors que les manifestants contre le confinement ont défié les nouvelles règles de... Lire la suite



Gregory Mannarino: « Non, le marché boursier n'est pas une bulle, c'est une Méga BULLE... MAIS LA SUPER MEGA BULLE, c'est ce foutu Marché obligataire ! »

Publié le 26 janvier 2021 à 18:52:13 / 0 commentaire / 202 vues

Gregory Mannarino: « Bonjour à tous, nous sommes le lundi 21 janvier 2021, et si nous commençons avec les nouveaux sommets historiques atteints par le

Nasdaq et le... Lire la suite



Marc Touati: « Avec un 3ème confinement, la France ne s'en remettra pas ! »

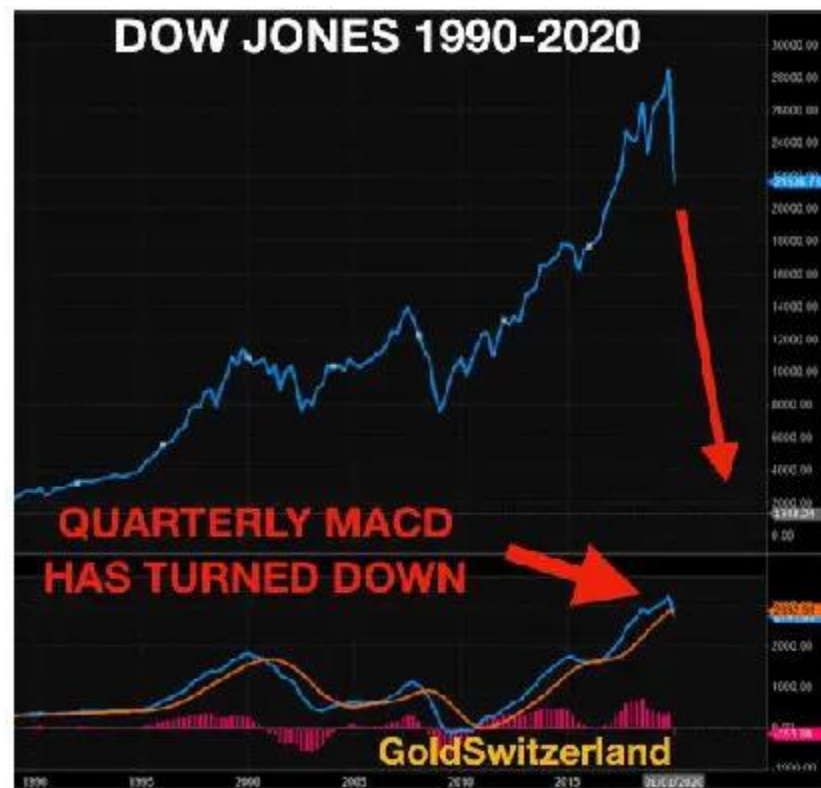
Publié le 26 janvier 2021 à 17:50:12 / 10 commentaires / 653 vues

Depuis un an, la France s'est malheureusement distinguée par ses erreurs et ses échecs : absence de masques, tests introuvables, retard sur la vaccination, mortalité... Lire la suite

Les conséquences du confinement seront dévastatrices !

Source: or.fr Le 27 Jan 2021

Le monde est à l'arrêt depuis une période indéterminée. Actuellement, les écoles, les magasins, les hôtels, les compagnies aériennes, les usines, etc. sont fermés et la plupart des pays ne produisent plus rien. Ce confinement total ne sera pas seulement dévastateur sur le plan économique. Beaucoup de gens vont souffrir psychologiquement, de famine et de problèmes de santé à cause du manque de produits essentiels comme les médicaments et la nourriture.



Ce que le monde vit actuellement est la tempête parfaite. Le fait que l'économie mondiale infestée par la dette s'arrêterait un jour de façon abrupte est clair depuis un certain temps, comme je l'ai écrit dans de nombreux articles. Mais au lieu d'un ralentissement progressif, l'économie mondiale va connaître un effondrement **rapide et dévastateur qui entraînera une baisse de plus de 90% en termes réels de la plupart des actifs tels que les actions, les biens immobiliers et la dette.** En termes réels, cela signifie en pouvoir d'achat constant comme l'or.

Dans le cas du Dow par exemple, sur le graphique trimestriel, nous observons une baisse très marquée de l'indicateur MACD. C'est un signal très important qui indique que nous allons probablement assister à une baisse des marchés boursiers pendant au moins dix ans. Ou alors le déclin sera très rapide au cours des 6 à 24 prochains mois, puis l'indice restera au plus bas pendant une décennie ou plus.

▲ RETOUR ▲

Autant vous avertir, Il n'y aura ni de reprise en V, ni en U. Il n'y aura pas de reprise du tout !

Source: or.fr Le 27 Jan 2021



Ne croyez pas un seul instant qu'une fois l'épidémie de coronavirus terminée, nous connaîtrons une reprise en V. **Il n'y aura pas de V, ni de U, et nous ne verrons pas non plus de reprise en forme de bâton de hockey. Il n'y aura pas de reprise du tout.**

Un déclin extrêmement rapide de l'économie mondiale vient de commencer et sera dévastateur dans les 6-12 prochains mois, que l'épidémie se termine bientôt ou non.

▲ RETOUR ▲

Quels sont les 4 types de dettes publiques qui ne se remboursent pas ?

Éric Toussaint, Source : Cadtm.org –Olivier Bonfond, Mats Lucia Bayer

Suite de l'article [La nouvelle crise de la dette et les possibilités de la réduire radicalement](#)



Aujourd'hui, la grande majorité de la population européenne et mondiale pense qu'il faut toujours rembourser une dette. Derrière cette idée, un argument moral simple et apparemment imparable : si on a emprunté de l'argent, c'est normal de le rembourser, sinon c'est de la malhonnêteté ou du vol.

Pourtant, c'est mal connaître le droit international que d'affirmer qu'une dette publique doit toujours être honorée. D'une part, parce qu'une dette est un contrat entre deux parties et, comme tout contrat, il faut que certaines conditions soient respectées pour qu'il soit valide. D'autre part, de nombreux pactes et traités internationaux affirment très clairement que les droits humains sont supérieurs aux droits des créanciers.

Globalement, il y a un type de dettes publiques dont le paiement peut être suspendus et 3 types de dettes qui peuvent être annulées.

Sommaire

- 1) Les dettes insoutenables
- 2) Les dettes odieuses
- 3) Les dettes illégales

- 4) Les dettes illégitimes

1) Les dettes insoutenables : dettes dont le remboursement empêche le gouvernement de tenir ses obligations en matière de droits fondamentaux (droit à l'éducation, à la santé, ...)

Pour déclarer une dette insoutenable et décréter de manière unilatérale la suspension du remboursement de la dette, un État peut s'appuyer sur le droit international et sur 3 notions juridiques : l'état de nécessité, le changement fondamental de circonstances et la force majeure.

Dans la charte des Nations Unies, cœur du droit international et document que les États sont dans l'obligation de respecter, on peut lire : « *En cas de conflit entre les obligations des membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront* ».

La Commission de droit international de l'ONU a également déclaré en 1980 : « *On ne peut attendre d'un État qu'il ferme ses écoles et ses universités et ses tribunaux, qu'il abandonne les services publics de telle sorte qu'il livre sa communauté au chaos simplement pour ainsi disposer de l'argent pour rembourser ses créanciers étrangers ou nationaux. Il y a des limites à ce qu'on peut attendre d'un État, de la même façon que pour un individu* ».

L'état de nécessité est une notion de droit reconnue par les cours et les tribunaux internationaux et définie à l'article 25 du projet d'articles sur la responsabilité de l'État de la Commission du Droit International (CDI) de l'ONU. Cette notion stipule qu'un État peut renoncer à poursuivre le remboursement de la dette parce que la situation objective (dont il n'est pas responsable) menace gravement la population et que la poursuite du paiement de la dette l'empêche de répondre aux besoins les plus urgents de la population.

Cette notion fait également l'objet d'une jurisprudence. A titre d'exemple, dans l'affaire Socobel, datant de 1939 et opposant la Société commerciale de Belgique et le gouvernement grec, le conseil du gouvernement hellénique soulignait le fait que « la doctrine admet à ce sujet que le devoir d'un gouvernement d'assurer le bon fonctionnement de ses services publics prime celui de payer ses dettes ».

Le changement fondamental de circonstances. La jurisprudence en matière d'application des traités et des contrats internationaux reconnaît qu'un changement fondamental de circonstances peut empêcher l'exécution d'un contrat. Le remboursement d'une dette peut donc être suspendue si les circonstances changent fondamentalement indépendamment de la volonté du débiteur. Cette notion est parfaitement applicable dans le cas de la crise COVID actuelle : épidémie très grave et en expansion, baisse drastique de l'activité économique, fuite des capitaux, chute brutale du prix des matières premières, ...

Le cas de force majeure. Il s'agit d'une norme inscrite dans la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, ainsi que dans de nombreuses législations nationales, principalement en matière de contrat. Elle fait également partie du droit coutumier international. La Commission du droit international de l'ONU (CDI) la définit ainsi : « *événement imprévu et extérieur à la volonté de celui qui l'invoque, le mettant dans l'incapacité d'agir légalement et de respecter son obligation internationale* ».

La jurisprudence internationale reconnaît également cet argument pour justifier la suspension du paiement de la dette à l'égard de créanciers.

Parmi les jugements qui ont reconnu l'applicabilité de la force majeure aux relations financières, citons l'« Affaire des indemnités russes [1] » qui opposait la Turquie à la Russie tsariste (la Turquie avait traversé une grave crise financière entre 1889 et 1912 qui l'a rendue incapable d'honorer ses remboursements) : la Cour permanente d'arbitrage a reconnu le bien-fondé de l'argument de force majeure présenté par le gouvernement turc en précisant que « *le droit international doit s'adapter aux nécessités politiques* ».

Quelques remarques importantes :

Pour la majorité des pays du Sud, où les droits humains sont bafoués de manière régulière et flagrante, une suspension immédiate du paiement de la dette se justifie pleinement. Mais une telle suspension se justifie également pour les pays du Nord. En effet, la crise COVID a provoqué un changement fondamental de circonstances, indépendamment de la volonté des États.

De plus, à l'heure où la pauvreté et la précarité explosent en Europe, et à l'heure où il devient plus qu'urgent d'opérer une transformation radicale de nos modes de production et de consommation si on veut éviter une catastrophe climatique et écologique déjà en cours, les États du Nord pourraient et devraient réaffirmer avec force la supériorité des droits humains sur le droit des créanciers et le droit commercial, et déclarer leurs dettes insoutenables, pour cause d'état de nécessité et de cas de force majeure. Le droit est en général le reflet des rapports de force, mais il peut aussi devenir un instrument de lutte pour l'émancipation sociale.

Si un État suspend le remboursement d'une dette en s'appuyant sur une de ces notions, le caractère légitime ou non de cette dette n'a aucune importance. Quand bien même la dette réclamée au pays serait légitime, cela n'empêche en rien ce pays d'en suspendre le paiement.

Les dirigeants libéraux affirment sans arrêt qu'une suspension de paiement serait une catastrophe et provoquerait un chaos économique et financier. Rien n'est moins sûr. Eduardo Levy Yeyati et Ugo Panizza, deux anciens économistes de la Banque interaméricaine de développement, suite à leurs recherches sur les défauts de paiement concernant une quarantaine de pays déclarent que « *les périodes de défaut de paiement marquent le début de la récupération économique* [2] ».

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Économie, affirme que les conséquences catastrophiques d'un [moratoire](#) sur la dette ne sont pas réelles : « *Empiriquement, il y a très peu de preuves accréditant l'idée qu'un défaut de paiement entraîne une longue période d'exclusion d'accès aux [marchés financiers](#). La Russie a pu emprunter à nouveau sur les marchés financiers deux ans après son défaut de paiement qui avait été décrété unilatéralement, sans consultation préalable avec les créanciers. [...] Dès lors, en pratique, la menace de voir le robinet du crédit fermé n'est pas réelle.* ».

Dans leur rapport « *A distant mirror of Debt, Default and Relief* », Carmen Reinhart^[1] et Christoph Trebesch analysent une cinquantaine de cas de crises de la dette dans des économies « émergentes » et « avancées ».

Leurs conclusions : ^[2]les pays qui ont procédé à une réduction de leur dette (via un défaut ou une restructuration) ont vu leurs revenus nationaux et leur croissance augmenter, la charge du [service de la dette](#) (et son stock) diminuer et leur accès aux marchés financiers s'améliorer. Nous montrerons dans la question suivante plusieurs exemples concrets qui confirment que la suspension de paiement peut s'avérer positive.

2) Les dettes odieuses : dettes des dictatures ou dettes utilisées contre les intérêts de la population et lorsque le créancier le sait ou est en mesure de le savoir

En s'appuyant sur une série de cas historiques concrets, le juriste Alexander Sack [3] a élaboré en 1927 la doctrine de la dette de la [dette odieuse](#). Deux cas de figure doivent être envisagés.

Premier cas : les dettes des dictatures ou des anciennes colonies

Les dettes contractées par des dictatures ou des régimes autoritaires qui entraînent de graves violations des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des populations peuvent être qualifiées d'odieuses.

Sack écrit : « *Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas pour les besoins et dans les intérêts de l'État mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, cette dette est odieuse pour la population de l'État entier. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation : c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée, par conséquent elle tombe avec la chute de ce pouvoir* [4] ».

Dans le cas des dictatures, la destination des prêts n'est donc pas fondamentale pour la caractérisation de la dette. En effet, soutenir financièrement un régime criminel, même si c'est pour financer pour des hôpitaux ou des écoles, revient à consolider son régime, à lui permettre de se maintenir. D'abord, certains investissements utiles (routes, hôpitaux...) peuvent ensuite être utilisés à des fins odieuses, par exemple pour soutenir l'effort de guerre. Ensuite, le principe de fongibilité des fonds fait qu'un gouvernement qui emprunte officiellement pour des fins utiles à la population, peut en réalité utiliser ces fonds pour d'autres buts, contraire à l'intérêt général.

Rappelons également que les prêteurs ont une obligation de vigilance : ils ne peuvent pas prêter à n'importe qui, et en particulier aux dictatures notoires. En règle générale, il existe des rapports officiels d'organisations de défense des droits de l'homme ou des Nations Unies qui permettent aux potentiels prêteurs de prendre connaissance de la situation relative aux droits humains dans les différents pays. Ils ne peuvent donc ne peuvent arguer de leur ignorance et ne peuvent exiger d'être payés.

Jospeh Stiglitz, prix Nobel d'économie écrit : « *Quand le [FMI](#) et la [Banque mondiale](#) prêtaient de l'argent à Mobutu, (...) ils savaient (ou auraient dû savoir) que ces sommes, pour l'essentiel, ne serviraient pas à aider les pauvres de ce pays mais à enrichir Mobutu. On payait ce dirigeant corrompu pour qu'il maintienne son pays fermement aligné sur l'Occident.* » STIGLITZ Joseph, *La grande désillusion*, Fayard, 2002.

Les dettes odieuses sont nombreuses dans les pays du Sud : dictature de Suharto en Indonésie (1965-1998), dictature de Moubarak en Egypte (1981-2011), dictature de Mobutu au Zaïre/RDC (1965-1997), dictature de Pinochet au Chili (1973-1990), dictature de Ben Ali en Tunisie (1987-2011), ... Mais il y en a également dans les pays du Nord. N'oublions pas la dictature de Salazar au Portugal de 1933 à 1974, la dictature de Franco en Espagne de 1939 à 1975, la dictature des colonels en Grèce de 1964 à 1974. Même s'il y a moins de dictatures notoires à notre époque, il en subsiste encore : Arabie saoudite, Égypte, Tchad, Syrie, ... Toutes les contrats de dette avec ces pays peuvent et doivent être dénoncés.

Il faut également considérer toutes les dettes contractées par les puissances coloniales pour coloniser le pays et mis à charge de la colonie. Alexander-Nahum Sack, le théoricien de la dette odieuse, précise dans son traité juridique de 1927 : « *Lorsque le gouvernement contracte des dettes afin d'asservir la population d'une partie de son territoire ou de coloniser celle-ci, ces dettes sont odieuses pour la population indigène de cette partie du territoire de l'État débiteur* » [5].

Cette notion fait l'objet d'une jurisprudence importante, en particulier via le Traité de Versailles de 1919, qui annule les dettes contractées par l'Allemagne pour coloniser une partie de la Pologne et de l'Afrique. Le Traité prévoit que les créanciers qui ont prêté à l'Allemagne pour des projets en territoire polonais ne peuvent réclamer leur dû qu'à cette puissance et pas à la Pologne.

L'article 255 du traité de Versailles stipule : « *En ce qui concerne la Pologne, la fraction de la dette dont la Commission des réparations attribuera l'origine aux mesures prises par les gouvernements allemands et prussiens pour la colonisation allemande de la Pologne sera exclue de la proportion mise à la charge de celle-ci* ». Dans le même sens, après la seconde guerre mondiale, le traité de paix entre la France et l'Italie de 1947 déclare « *inconcevable que l'Éthiopie assure le fardeau des dettes contractées par l'Italie afin d'assurer sa domination sur le territoire éthiopien* ».

Lors de l'indépendance de leurs colonies d'Afrique, la Belgique, la France et la Grande Bretagne ont cherché, généralement avec succès, à obliger les autorités des nouveaux États indépendants d'assumer tout ou partie des dettes contractées pour les coloniser.

Cela constitue une violation très grave du droit international et un acte qui ne peut rester impuni. Toutes ces dettes sont frappées de nullité.

Remarque importante : il faut également qualifier d'odieuses toutes les dettes contractées en vue du remboursement de dettes considérées comme odieuses. La *New Economic Foundation* [6] assimile, à raison, les emprunts destinés à rembourser des prêts odieux à une opération de blanchiment. L'outil de l'audit doit permettre de déterminer la légitimité ou non de ces prêts.

Deuxième cas : dette contractée contre les intérêts de la population et en connaissance de cause des créanciers

Contrairement à ce qui est souvent affirmé par des universitaires ou des mouvements sociaux se référant à la doctrine de la dette odieuse, Sack ne considère pas le fait que l'État débiteur soit un régime despotique comme une condition sine qua non pour qu'une dette soit qualifiée d'odieuse. En effet, Sack définit les deux critères qui doivent être remplis pour qu'une dette soit considérée comme odieuse : elle doit avoir été contractée contre les intérêts de la Nation, ou contre les intérêts du Peuple, ou contre les intérêts de l'État ; les créanciers ne peuvent pas démontrer qu'ils ne pouvaient pas savoir que la dette avait été contractée contre les intérêts de la Nation.

La nature du régime ou du gouvernement qui la contracte n'est donc pas importante. Ce qui compte, c'est l'utilisation qui est faite de cette dette. Si un gouvernement démocratique s'endette contre l'intérêt de la population, cette dette peut être qualifiée d'odieuse, si elle remplit également la deuxième condition. Il ajoute : *« Ces deux points établis, c'est aux créanciers que reviendrait la charge de prouver que les fonds produits par lesdits emprunts avaient été en fait utilisés non pour des besoins odieux, nuisibles à la population de tout ou partie de l'État, mais pour des besoins généraux ou spéciaux de cet État ».*

Comme nous allons le voir dans la question 5, cette notion de dette odieuse fait l'objet d'une jurisprudence importante et concrète.

Quatre États des États-Unis ont été les précurseurs dans les années 1830, il s'agissait du Mississippi, de l'Arkansas, de la Floride et du Michigan. Les motifs de la répudiation étaient le mauvais usage des fonds empruntés et la malhonnêteté tant des emprunteurs que des prêteurs. Le Mexique a suivi. En 1861 puis en 1867, le Mexique a déclaré odieuses les dettes contractées de 1857 à 1860 et de 1863 à 1867, et les a répudiées unilatéralement. A la suite de la Guerre de Sécession (1861-1865), le gouvernement fédéral sous le président Abraham Lincoln a obligé les États sudistes à répudier les dettes qu'ils avaient contractées pour mener la guerre en vue de défendre le régime esclavagiste.

En 1898, la dette de Cuba réclamée par l'Espagne aux États-Unis a été déclarée odieuse et annulée. En 1918, le gouvernement des soviets a répudié la dette odieuse contractée par le régime tsariste. En 1922, la dette du Costa Rica réclamée par la *Royal Bank of Canada* a été déclarée odieuse et annulée par l'assemblée constituante costaricaine. Par la suite le président de la Cour suprême des États-Unis, dans un arbitrage, a donné raison au Costa Rica (voir question 5).

3) Les dettes illégales : dettes qui ne respectent pas la Constitution ou les lois en vigueur en matière contractuelle

Une dette est un contrat qui lie deux parties. Cependant, pour que ce contrat puisse être réputé valable, il doit respecter un ensemble de conditions et de procédures légales, tant au niveau du droit national qu'international, faute de quoi il peut être déclaré nul. De nombreux éléments peuvent frapper une dette d'illégalité. En voici quelques-uns.

Non-respect des traités internationaux

Exemple : les États européens qui ont prêté à la Grèce en 2010, 2012 et 2015 ont violé leurs obligations en matière de droit international et de droit de l'Union. En effet, les conditions imposées présentes dans ces contrats de prêts impliquaient la violation de droits socioéconomiques fondamentaux. Or, les États membres de la zone euro sont signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et, à ce titre, sont soumis au respect des obligations prévues par ce Pacte, y compris en dehors de leur territoire national respectif.

De plus, l'article 9 du Traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) stipule : « Dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine ». Les conditions présentes dans ces contrats prêts, impliquant la destruction de nombreux emplois et des attaques très dures contre la sécurité sociale grecque, violent donc directement cet article 9.

Non-respect de la constitution

Pour qu'une dette soit valide, le consentement d'une personne ou institution est parfois obligatoire. Dans plusieurs pays, le parlement est compétent et doit être consulté avant de contracter une dette.

Exemple : en Grèce, les prêts conclus avec la [Troïka](#) en 2010 ont été appliqués sans que le parlement ait été consulté et l'ait ratifié, alors qu'il s'agissait là d'une obligation constitutionnelle. En effet, les articles 28 et 36 de la Constitution grecque prévoient que le parlement doit donner son accord pour valider tout accord international.

Non-respect de la loi

Exemple : la loi française stipule que « les collectivités locales ne peuvent légalement agir que pour des motifs d'intérêt général présentant un caractère local ». Tous les prêts « toxiques » vendus aux collectivités locales françaises qui reposent sur la [spéculation](#) peuvent donc être considérés comme illégaux.

Dol ou escroquerie

Manœuvres frauduleuses (abus de confiance, mensonges, omissions graves, ...) visant à pousser une personne (physique ou morale) à signer un contrat.

Exemple : en octobre 2020, *BNP Paribas Personal Finance*, filiale de BNP Paribas, a été condamnée par la cour d'appel de Paris et reconnue « coupable de pratique commerciale trompeuse » pour la commercialisation, en 2008 et 2009, de prêts à haut risque, libellés en francs suisses mais remboursables en euros. En vendant des prêts toxiques aux collectivités locales françaises et en donnant à ces produits une image exagérément optimiste, à savoir une quasi-absence de risque, la banque n'a pas respecté son obligation d'information à l'égard de ses clients.

Clauses léonines

Clause qui un avantage disproportionné et excessif à l'avantage d'une des deux parties d'un contrat.

Exemple : les prêts des banques britanniques aux nouveaux États indépendants dans les années 1820 étaient clairement léonins. En effet, pour un titre émis d'une valeur de 100 livres, le pays débiteur ne recevait que 65 livres, le reste constituant une commission pour la banque. L'État débiteur devait cependant payer des taux allant jusqu'à 6 %, calculé, bien sûr, sur une dette de 100, à rembourser intégralement.

Exemple : grâce au travail de la commission d’audit de la dette (CAIC) mise en place en Equateur, le gouvernement équatorien a pu appuyer sa suspension de paiement sur la présence de clauses léonines et d’enrichissement illicites dans certains contrats de prêts.

Clause abusives

Toute clause ou toute condition dans un contrat qui, à elle seule ou combinée avec une ou plusieurs autres clauses ou conditions, crée un déséquilibre manifeste entre les droits et les obligations des deux parties au détriment de l’une d’entre elles.

Exemple : dans les contrats de prêts accordés à la Grèce, les créanciers ont inséré une clause qui garantit que la Grèce devra honorer ses obligations même si les accords s’avéraient illégaux ! : « Si l’une ou l’autre des dispositions contenues dans cette convention devait être ou devenir en tout ou en partie invalide, illégale ou impossible à appliquer dans un cadre juridique, la validité, la légalité et l’applicabilité des autres dispositions contenues dans la convention n’en seraient pas pour autant affectées. Les dispositions qui sont en tout ou en partie invalides, illégales ou inapplicables seront interprétées et mises en œuvre selon l’esprit et l’objectif de cette convention. »

4) Les dettes illégitimes : dettes qui ne profitent pas à l’intérêt général mais bien à une minorité privilégiée

Le droit international ne définit pas précisément la notion de [dette illégitime](#). Cependant, plusieurs juristes spécialisés en droit international ont établi des critères pour cerner la notion d’illégitimité d’une dette publique. Selon le juriste David Ruzié, l’obligation de rembourser une dette n’est pas absolue et ne vaut que pour « *des dettes contractées dans l’intérêt général de la collectivité [7]* ». Pour résumer, on peut dire qu’une dette illégitime est une dette qui a été contractée sans respecter l’intérêt général et en favorisant l’intérêt particulier d’une minorité privilégiée.

La notion de dette illégitime a été utilisée à plusieurs reprises ces dernières années pour justifier des annulations de dettes.

Le gouvernement norvégien a audité ses [créances](#) à l’égard des PED et affirmé qu’elles étaient illégitimes, pour ensuite décider de les annuler de manière unilatérale. (voir question 5 à paraître)

Le gouvernement équatorien, après avoir réalisé un audit intégral de sa dette, s’est appuyé sur la notion d’illégitimité pour justifier une suspension de paiement et négocier une réduction importante de cette dette. (voir question 5 à paraître)

Ajoutons que la commission d’audit de la dette grecque a clairement mis en évidence la caractère illégitime d’une grande partie de la dette réclamée à la Grèce, notamment en montrant que les contrats de prêts ont été conçus et organisés dans l’unique but de sauver les grandes banques privées, en particulier françaises et allemandes, mais aussi grecques, en leur permettant de se mettre à l’abri de l’écclatement de la bulle de crédit privé qu’elles avaient créée. Rappelons qu’en 2010, une restructuration de la dette était sur la table et que le FMI lui-même considérait cette restructuration comme nécessaire.

La décision a pourtant été prise de la reporter. La raison de ce report est donnée de manière très claire par le FMI : « *Une restructuration de la dette aurait été plus bénéfique pour la Grèce, mais c’était inacceptable pour les partenaires européens. Repousser la restructuration a offert une fenêtre aux créanciers privés pour réduire leur exposition et transférer leurs créances au secteur public [8]* ».

Le rapport de la Commission d'audit a également établi que plus de 80 % des 240 milliards des prêts octroyés par la Troïka en 2010 et 2012 sont repartis directement dans le remboursement d'une vingtaine de banques privées. Une partie importante de cet argent n'est même jamais arrivée sur le sol grec, elle a simplement transité par un compte spécifique créé à la [BCE](#). Malheureusement, le gouvernement a décidé^[1] de ne pas tenir compte des conclusions du Rapport de La Commission pour^[2] la Vérité, de capituler et de signer un accord funeste avec ses créanciers. (voir question 5)

Notes

[1] RSA, Affaire des indemnités russes, Jugement du 11.11.1912. C'est par exemple le cas également de l'affaire « des emprunts fédéraux brésiliens émis en France », CPJI, Série C, n° 16-IV, Sentence du 12 juillet 1929.

[2] Journal of Development Economics 94, 2011, p. 95-105.

[3] Alexandre Nahum Sack (Moscou 1890 – New York 1955), considéré comme un des pères de la doctrine de la dette odieuse, est un juriste conservateur russe qui a enseigné le droit pendant la période tsariste puis s'est exilé à Paris dans les années 1920 avant d'émigrer aux États-Unis. Sack était en faveur de la continuité des obligations des États après un changement de régime, mais reconnaissait le fait que certains États avaient répudié leurs dettes avec succès. Son travail peut donc être interprété comme un moyen de mettre en garde les créanciers face à l'octroi de prêts qui légitimeraient la répudiation des dettes après un changement de régime au sein de l'État débiteur.

Beaucoup de commentateurs de l'œuvre de Sack ont considéré à tort que pour qu'une dette puisse être caractérisée comme odieuse, elle devait avoir été contractée par un régime despotique. Ce n'est pas la position de Sack. En effet, le juriste considère qu'il y a plusieurs situations dans lesquelles une dette peut être caractérisée d'odieuse. Des dettes odieuses peuvent avoir été contractées par un gouvernement démocratique et peuvent être annulées.

Le CADTM jusque 2016 a fait l'erreur de penser que Sack considérait que le caractère despotique du régime constituait une condition sine qua non. Cette erreur a été corrigée dans cette publication : Eric Toussaint, « La dette odieuse selon Alexandre Sack et selon le CADTM », publié le 18 novembre 2016, <https://www.cadtm.org/La-dette-odieuse-selon-Alexandre-Sack-et-selon-le-CADTM> Voir aussi le livre d'Eric Toussaint, *Le système dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Éditions Les Liens qui Libèrent, Paris, 2017 http://www.editionslesliensquilibrent.fr/livre-Le_syst%C3%A8me_dette-528-1-1-0-1.html

[4] Sack A. N., « *Les effets des transformations des États sur leurs dettes publiques et autres obligations financières* », Recueil Sirey, Paris, 1927.

[5] SACK, Alexander Nahum. 1927. p. 158.

[6] Voir le rapport de la New Economics Foundation, « *Odious Lending : Debt Relief as if Moral Mattered* », p. 2 : « *The result is a vicious circle of debt in which new loans have to be taken out by successive governments to service the odious ones, effectively 'laundering' the original loans. This defensive lending can give a legitimate cloak to debts that were originally the result of odious lending* ». Disponible sur www.jubileeresearch.org/news/Odiouslendingfinal.pdf

[7] RUZIE David, *Droit international public*, 17^e édition, Dalloz, 2004, p. 93.

[8] « Greece : Ex Post Evaluation of Exceptionnal Access under the 2010 Stand-By Arrangement. », Country Report n°13/156, FMI, 2013.

Source : Cadtm.org – Eric Toussaint, Olivier Bonfond, Mats Lucia Bayer, 16/12/2020

▲ RETOUR ▲

Pauvreté ou Richesse ? Laquelle est naturelle ?

Source : [Progress, Fred Foldvary, Ph.D](http://Progress.FredFoldvary.Ph.D) 17 janvier 2021 LesCrises.fr

La pauvreté est engendrée par le fait que la production et la consommation sont soumises à des coûts et à des restrictions, et que les élites locales s'approprient les revenus de l'économie.

Fred Foldvary, docteur en économie



La condition naturelle de l'humanité, c'est la richesse et la prospérité, et non la pauvreté. Comme l'a déclaré Nelson Mandela : « Comme l'esclavage et l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. Elle est le fait de l'homme et peut être surmontée et éradiquée par les efforts des êtres humains. »

D'autres ont dit le contraire, que la pauvreté est naturelle. Dans un article paru dans Forbes, Tim Worstall a noté que le revenu moyen, depuis les temps anciens jusqu'aux années 1500, n'était que de 450 dollars par an. Steven Pinker, dans *Enlightenment Now*, affirme (p. 25) que la pauvreté « est l'état par défaut de l'humanité ». Cela, dit-il, est dû à l'entropie : les choses se volatilisent et sombrent dans le chaos, à moins que des mesures ne soient prises pour inverser cette tendance. L'état naturel, c'est se délabrer et mourir de faim.

Le sens du mot « naturel » doit ici être précisé afin de déterminer lequel, de la pauvreté ou de la prospérité, relève de l'état naturel. La frontière se situe entre la nature et l'action humaine. La « nature », c'est tout ce qui est en dehors de l'action humaine. Les actes délibérés des gens constituent l'action humaine. Par conséquent, toute culture et tout acte influencé par la culture et les choix personnels sont non naturels.

Dans ce cas, qu'entend-on par « pauvreté » ? Une personne est économiquement pauvre si elle ne dispose pas d'un revenu ou d'une richesse suffisants pour se nourrir, se loger, et obtenir les médicaments nécessaires à sa vie et sa santé, ainsi que pour celles des personnes à sa charge. Une société est considérée comme très pauvre lorsque les gens ne sont pas en mesure d'obtenir des biens au-delà du seuil de pauvreté ou du niveau de subsistance. Les origines fondamentales des revenus sont le travail et la terre, et par conséquent, la prévalence de la pauvreté implique que pour beaucoup, un revenu foncier en plus d'un salaire ne suffisent pas à éviter la pauvreté économique.

Aucun être humain ne vit en dehors de la culture et des biens produits. Et donc, aucune personne ne peut avoir une existence purement naturelle. Selon la définition ci-dessus, les revenus ne sont pas naturels, puisqu'ils dépendent tant de l'action humaine que des ressources naturelles. Selon cette définition, la proposition selon laquelle la pauvreté est naturelle n'est ni vraie ni fausse, mais plutôt dénuée de sens.

Que voulait dire Mandela lorsqu'il a dit que la pauvreté n'est pas naturelle ? Il voulait dire que la pauvreté est causée par l'action humaine. Les gens pourraient s'élever au dessus du seuil de pauvreté si d'autres, par leurs actes coercitifs ne les en empêchaient. Ces actes d'autrui génèrent la pauvreté par l'usage de la force, et celui qui peut appliquer la force au sens large est le gouvernement. La conséquence est que la pauvreté n'est généralement pas due à un manque de ressources naturelles, mais est plutôt causée par l'utilisation de la coercition pour empêcher la production.

Cette thèse a également été exprimée par Henry George dans son livre de 1883 intitulé *Social Problems*. George a écrit : « Dans la nature, il n'existe aucune raison d'être pauvre ». Il voulait dire que la pauvreté n'est généralement pas causée par un manque de ressources naturelles. Par conséquent, ce sont bien les institutions humaines qui sont à l'origine de la pauvreté. Ce qui veut dire que si les institutions préjudiciables sont réformées pour devenir des institutions constructives, la pauvreté sera abolie. La pauvreté serait « extirpée », a dit George, arrachée à la racine, si les impôts ne pesaient plus sur le travail et l'entreprise, mais se reportaient plutôt sur la rente foncière. De cette façon, chaque travailleur recevrait son plein salaire et une part égale des bénéfices de la nature, comme dans le cas de la rente foncière.

La question de la pauvreté peut être analysée en examinant les sociétés primaires ou « primitives ». Supposons qu'il existe un village dont les habitants vivent dans une forêt tropicale humide non perturbée par des intrus. Il y a plein d'eau, et plein de nourriture comme les poissons et des arbres fruitiers. Les habitants développent aussi quelques cultures et construisent des maisons à partir du bois et d'autres matériaux qu'ils trouvent dans l'environnement. Ils disposent donc de suffisamment de nourriture et d'abri, et présumons également qu'ils sont capables de récolter des herbes et autres aides médicales dans la forêt. Ces gens ne sont pas pauvres. Ils tirent des revenus de leur travail et des bienfaits de la nature.

Si la pauvreté est causée par la nature, cela implique qu'il n'y a pas assez de ressources naturelles dans le monde pour maintenir tout le monde au-dessus du niveau de subsistance. Mais en fait, la pauvreté n'est pas causée par une telle carence, et ce n'était pas non plus le cas dans le passé.

Lorsqu'une société acquiert une meilleure technologie, elle est en mesure d'augmenter sa production et son revenu par habitant. Ainsi, si une société primaire n'est pas pauvre, pourquoi une économie plus développée connaîtrait-elle la pauvreté ?

Un autre sens du mot « naturel », celui utilisé en économie désigne les résultats d'une pure économie de marché libre. Knut Wicksell a introduit le terme « taux d'intérêt naturel », comme étant le taux qui existerait dans une pure économie de marché. Ainsi, affirmer que la pauvreté est « naturelle » implique que le marché libre ne parvient pas à prévenir la pauvreté de masse.

Ceux qui prétendent que la pauvreté est naturelle le pensent peut-être parce que les bébés naissent pauvres. Mais les bébés naissent dans des familles qui fournissent à leur progéniture nourriture, abri et médicaments, donc ils ne sont pas pauvres.

Qu'en est-il du point soulevé par Worstall, selon lequel les revenus moyens n'étaient que de 450 dollars jusqu'aux derniers siècles ? Il y a deux réponses. Premièrement, un revenu quotidien de 1,23 dollar par jour implique soit que ces personnes vivent sur des terres de faible valeur locative, soit que ce chiffre ne tient pas compte de la valeur locative de la terre sur laquelle ils vivent et travaillent. Deuxièmement, il ne s'agissait pas de sociétés libres. En général, il y avait des serfs ou des esclaves qui travaillaient pour un propriétaire ou un

maître, et une grande partie de leur production était destinée au propriétaire ou au maître. Et donc cet exemple n'est absolument pas pertinent pour déterminer si la pauvreté est naturelle.

Qu'en est-il de la question de l'entropie soulevée par Pinker ? Bien sûr, si quelqu'un reste allongé dans son lit et refuse de se lever et d'aller travailler, il devient pauvre et meurt de faim. Mais ce n'est pas la faute de la nature, puisque c'est le résultat de l'inaction humaine. De plus, l'entropie s'applique dans un système fermé, et la Terre, dans la mesure où elle bénéficie du rayonnement solaire, est un système ouvert.

Ainsi, à bien des égards, la pauvreté n'est pas quelque chose de naturel. Soit cette affirmation est dénuée de sens, soit elle concerne un manque de ressources naturelles totalement inexistant. La pauvreté est engendrée par le fait que les humains imposent des coûts et des restrictions en matière de production et de consommation et, tout comme c'était le cas du temps des serfs, elle vient du fait que les élites terriennes s'emparent de la majeure partie des revenus de l'économie.

▲ RETOUR ▲

En quelques jours, Biden a rapproché les États-Unis d'une guerre avec la Chine

par Michael Snyder le 26 janvier 2021



Les bellicistes ont repris le contrôle à Washington, mais cette fois, les fous aux yeux sauvages dont Joe Biden s'est entouré ne se contenteront pas de déclencher des guerres au Moyen-Orient. Les relations avec la Chine se détériorent déjà, et les Chinois avertissent que les mesures prises par l'administration Biden pourraient bientôt nous pousser au bord d'un conflit militaire. Je sais que cela peut surprendre beaucoup de mes lecteurs, car un des principaux arguments des républicains est que Joe Biden et sa famille ont été beaucoup trop amicaux avec les Chinois dans le passé. Beaucoup avaient supposé que Biden aurait une relation très confortable avec la Chine maintenant qu'il est à la Maison Blanche, mais il semble que ce soit le contraire qui va se produire. L'administration Biden adopte une position très agressive, et les Chinois n'en sont pas du tout satisfaits.

Peu après l'inauguration de Biden, l'USS Theodore Roosevelt et son groupe de combat sont entrés dans la mer de Chine méridionale. On parle d'une "opération de liberté de navigation", mais les Chinois considèrent ce groupement tactique de porte-avions comme une provocation majeure...

La CHINE a accusé avec colère les Etats-Unis de "fléchir les muscles" dans la mer de Chine méridionale après que le nouveau président Joe Biden ait envoyé un groupe de porte-avions dans la voie navigable contestée, dans un geste qui, selon Pékin, pourrait déclencher une guerre désastreuse.

Pendant ce temps, les médias publics chinois ont affirmé que la nouvelle administration voit jusqu'où elle pourrait pousser la Chine, tant en ce qui concerne la mer de Chine méridionale que Taïwan.

De plus, le Département d'Etat américain a publié une déclaration très directe le 23 janvier dernier qui a grandement alarmé les Chinois...

Les États-Unis notent avec inquiétude la tendance de la RPC à tenter d'intimider ses voisins, y compris Taïwan. Nous demandons instamment à Pékin de cesser ses pressions militaires, diplomatiques et économiques contre Taïwan et d'engager plutôt un dialogue significatif avec les représentants démocratiquement élus de Taïwan.

Nous serons aux côtés de nos amis et alliés pour faire progresser notre prospérité, notre sécurité et nos valeurs communes dans la région indo-pacifique - et cela inclut l'approfondissement de nos liens avec un Taïwan démocratique. Les États-Unis continueront à soutenir une résolution pacifique des questions liées à la traversée du détroit, conformément aux souhaits et aux meilleurs intérêts de la population de Taïwan. Les États-Unis maintiennent leurs engagements de longue date, tels qu'ils sont énoncés dans les trois communiqués, la loi sur les relations avec Taïwan et les six assurances. Nous continuerons à aider Taïwan à maintenir une capacité d'autodéfense suffisante. Notre engagement envers Taïwan est solide comme le roc et contribue au maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan et dans la région.

La Chine considère que Taïwan est un territoire chinois et toute autre suggestion est considérée comme extrêmement offensante.

Ainsi, pour l'administration Biden, dire que Taïwan est le "voisin" de la Chine est une très grosse affaire à Pékin.

Et je vous garantis que l'expression "approfondir nos liens avec un Taiwan démocratique" a vraiment énervé Xi Jinping et d'autres hauts fonctionnaires chinois.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, l'administration Biden a en fait invité l'ambassadeur de facto de Taïwan à l'inauguration. C'est une chose qui n'avait pas été faite depuis les années 1970.

Même si M. Trump aimait bien mettre les Chinois en colère, il n'est pas allé aussi loin.

La Chine a répondu à ces mouvements en envoyant quotidiennement des avions militaires dans l'espace aérien taïwanais. Ce qui suit est tiré d'un reportage publié le 23 janvier...

La CHINE a ouvert une brèche dans la zone de défense aérienne de Taiwan avec huit bombardiers et quatre avions de chasse, dans une provocation flagrante contre l'île autonome, envoyant ainsi un signal clair au nouveau président américain Joe Biden.

Aditya Raj Kaul de CNN a tweeté : "Le ministère de la défense de Taiwan affirme que 8 bombardiers et 4 chasseurs de l'APL chinoise ont pénétré dans la zone de défense aérienne de l'île. Des alertes aériennes ont été lancées, des alertes radio ont été émises et des systèmes de missiles de défense aérienne ont été déployés pour surveiller l'activité".

Et puis samedi et dimanche, la Chine a envoyé plus d'avions que jamais vers Taiwan...

La Chine a envoyé 13 avions de guerre dans la zone de non-droit de Taiwan samedi et 15 dimanche. La première incursion comprenait des bombardiers à capacité nucléaire, des avions de chasse et un avion anti-sous-marin. La deuxième incursion comprenait davantage d'avions anti-sous-marins, des chasseurs avancés capables d'utiliser la technologie de la furtivité, et un avion de reconnaissance.

Les deux jours, Taïwan a fait décoller des avions de chasse, a activé ses défenses anti-missiles sol-air et a diffusé des alertes radio aux avions chinois.

Je ne pense pas qu'une action militaire soit imminente, mais il est important de se rappeler que les Chinois répètent depuis très longtemps une invasion de Taïwan.

En plus du bruit de sabre de l'armée chinoise, le quotidien chinois Global Times a publié lundi un éditorial très ferme...

Si l'on veut apaiser la tension de part et d'autre du détroit de Taïwan, il faut revenir à son point de départ qui se détériore, à savoir le refus des autorités du Parti progressiste démocratique (DPP) de Taïwan de reconnaître le Consensus de 1992 et leur opposition au principe d'une seule Chine. Toutes les tensions de part et d'autre du détroit de Taïwan trouvent leur origine dans l'acte pervers des autorités du DPP. Et ceci est en contradiction avec la direction générale de l'establishment américain dans le contrôle de la situation dans le détroit de Taïwan, et est également incompatible avec les trois communiqués conjoints Chine-Etats-Unis. Si les États-Unis fondent leur politique à l'égard de la Chine sur les agissements imprudents des autorités du DPP, qui ont manifestement une tendance à la sécession de Taïwan, ils supporteront des risques stratégiques cumulés à long terme.

L'apaisement de la tension dans le détroit de Taïwan devrait commencer d'un point de vue politique. Elle ne peut pas se faire par le biais d'une percée stratégique. L'interaction entre la Chine continentale, les États-Unis et l'île de Taïwan a été rompue dans toutes les directions et est difficile à réparer. Dans la dernière période de l'administration Trump, la situation dans le détroit de Taïwan a en fait atteint le bord de l'effondrement. Si l'administration Biden ne veut pas que la situation échappe à tout contrôle ou s'implique sérieusement, elle devrait envoyer un signal politique clair pour se distinguer des méfaits de l'administration précédente et rétablir la contrôlabilité du détroit de Taïwan sur la base du principe d'une seule Chine.

En ce qui concerne le gouvernement chinois, le statut de Taïwan, le statut de Hong Kong et le statut de la mer de Chine méridionale sont des questions non négociables.

Si l'administration Biden continue à repousser les limites de ces questions, cela nous rapprochera inévitablement de plus en plus d'un futur conflit militaire avec la Chine.

Bien sûr, nombreux sont ceux qui affirment que nous devons nous montrer sévères à l'égard des tyrans comme la Chine, et il est difficile de contester ce raisonnement.

Mais la politique étrangère exige de la finesse, car si vous poussez l'autre partie trop vite ou trop fort, elle pourrait craquer et faire quelque chose d'irrationnel.

Le président Reagan l'a très bien compris, et sa patience a été l'une des raisons pour lesquelles nous avons pu gagner la guerre froide.

Aujourd'hui, une nouvelle guerre froide est en cours, et les bellicistes que Biden a mis en charge de notre politique étrangère pourraient finir par déclencher une guerre avec la Chine dont personne ne veut.

▲ RETOUR ▲

Le PIB mondial amputé de 22 000 milliards de \$ selon le FMI à cause du covid !

par [Charles Sannat](#) | 27 Jan 2021

Cette nouvelle nous vient du chef économiste du FMI Gita Gopinath qui d'après ces dernières estimations pense que le PIB mondial sera amputé de 22 000 milliards de dollars entre 2020 et 2025.

C'est une somme considérable, et comme il faut le dire dans cette pandémie nous parlons toujours en précisant « à ce stade », car à ce stade si l'on écoutait nos prévisionnistes, la crise allait durer le temps d'un confinement, d'une vaccination et tout rentrerait dans l'ordre.

Sauf que ce n'est pas ainsi que les choses semblent se passer et ce virus ne semble pas plus avoir envie de disparaître avec l'été et la chaleur.

Pour l'économiste en chef du Fonds monétaire international il s'agit d'une « perte cumulée » qui est à comparer avec le niveau du PIB mondial que le FMI avait estimé avant la pandémie, a précisé Gita Gopinath en présentant les dernières prévisions économiques mondiales. L'impact est donc « substantiel », a-t-elle commenté.

« Gita Gopinath a souligné que « le fardeau de la crise » est supporté de « manière disproportionnée » par les personnes les moins qualifiées, les femmes et les jeunes, rappelant que les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté avaient été inversés ».

Cette dernière observation est tout à fait vraie. Raison pour laquelle, je suppose, le FMI, toujours dans son rôle de père fouettard, va nous demander à tous des efforts, de l'austérité, des hausses d'impôts et des baisses des dépenses afin de « restaurer » les finances publiques... comme en Grèce en 2011 !

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) [ici](#)

Covid-19 : le PIB mondial amputé de 22.000 milliards de dollars entre 2020 et 2025, selon les estimations du FMI

Par Le Figaro avec AFP 26 janvier 2021



Cette «perte cumulée» est à comparer avec le niveau du PIB mondial que le FMI avait estimé avant la pandémie.

La pandémie va causer la perte de 22.000 milliards de dollars selon Gita Gopinath, chef économiste au FMI, ici interviewée par l'Afp en juin dernier. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS / AFP

La pandémie de Covid-19 va amputer le Produit intérieur brut mondial de 22.000 milliards de dollars entre 2020 et 2025, a indiqué mardi l'économiste en chef du Fonds monétaire international lors d'une conférence de presse. Il s'agit d'une «perte cumulée» qui est à comparer avec le niveau du PIB mondial que le FMI avait estimé avant

la pandémie, a précisé Gita Gopinath en présentant les dernières prévisions économiques mondiales. L'impact est donc «*substantiel*», a-t-elle commenté.

En juin 2020, le FMI avait estimé à plus de 12.000 milliards de dollars les pertes cumulées pour l'économie mondiale pour 2020 et 2021. Avec ses nouvelles prévisions, l'institution souligne que les pertes cumulées vont se poursuivre alors que la pandémie n'est toujours pas sous contrôle avec l'apparition de variants du nouveau coronavirus qui frappe notamment la Grande-Bretagne.

Gita Gopinath a souligné que «*le fardeau de la crise*» est supporté de «*manière disproportionnée*» par les personnes les moins qualifiées, les femmes et les jeunes, rappelant que les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté avaient été inversés.

Folie économique. 1 PME sur 2 risque de ne pas survivre au 3ème confinement.



Selon cette dépêche de l'AFP reprise par le site 20 minutes, une PME sur deux craint de ne pas pouvoir « supporter un troisième confinement » !

Sans blague !

En voilà une surprise.

Nous sommes vraiment gouvernés par des vedettes et des « as » !

C'est une enquête qui a été réalisée par la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) auprès de ses adhérents.

« Sur 2 400 dirigeants de PME et de très petites entreprises (TPE) interrogés, 54 % se déclarent « inquiets sur la pérennité de leur entreprise », contre 47 % lors d'une précédente enquête en septembre ».

« Interrogés sur l'évolution de leur chiffre d'affaires en novembre et décembre 2020 par rapport à la même période de 2019, les deux tiers (65 %) disent qu'il a baissé, un sur cinq qu'il est stable et 15 % font état d'une hausse ».

« Concernant leurs effectifs, ils sont en baisse dans 30 % des cas, stables dans 61 % des entreprises et en hausse dans 9 % ».

« Pour 2021, les perspectives sont mitigées, mais pas catastrophiques. Si 52 % des répondants prévoient une baisse de chiffre d'affaires dans les prochains mois, 48 % anticipent un maintien ou même une hausse », relève l'organisation patronale dans un communiqué. « De même, si 25 % envisagent de réduire leurs effectifs, 66 % pensent le maintenir et 9 % prévoient de recruter », poursuit la CPME« .

Que retenir de ces chiffres ?

Simple.

Les perfusions de l'Etat sauvent la situation. Un confinement sans perfusion serait un scénario noir pour nos entreprises qui chuteraient par dizaines de milliers.

Le problème, le vrai, c'est l'effet Gillette !

Vous vous souvenez de cette publicité pour le rasoir à 3 lames, une grande innovation des années 90 !

La première lame soulève le poil, la seconde coupe le poil et la troisième, et bien la troisième je n'ai jamais compris à quoi elle servait vraiment.

Pour les confinements c'est la même chose mais là j'ai compris !

Le premier tue les plus fragiles.

Le second tue les déjà un peu malades.

Le 3ème, rend malade les bien portants !

Pour aller plus loin pour ceux qui ne l'auraient pas lu.

Charles SANNAT Source [20 Minutes.fr ici](https://www.20minutes.fr/1000000)

Pensons à eux. Ces commerçants qui ferment boutique.



Voici l'exemple d'une petite dame qui vendait des chapeaux dans une boutique sans doute plus ou moins léguée par sa maman.

Une boutiquière, une entrepreneuse, pas une riche, pas une milliardaire, une petite commerçante comme notre pays en compte tant et dont nous avons tant besoin pour peupler nos villes, nos bourgs et nos villages, des petits commerçants qui font le charme de la vie, l'occupation de nos vies, alimentent nos sorties.

Ces petits commerçants dont nous « léchons » les vitrines, illuminées dans la nuit, belles à regarder.

Ces petits commerçants qui créent de petits emplois, de vendeurs, de saison.

Ces petits commerçants qui demandent rien à l'Etat, payent beaucoup, de loyers, de charges et de taxes.

Ces gens-là, pour qui la dignité passe par le travail, l'indépendance et l'autonomie, la liberté.

Ces gens-là sont essentiels à notre pays, même si leur commerces sont parfois jugés non-essentiels.

Qu'ils sachent que nous pensons à eux, que nous comprenons leur détresse, leur difficulté, leur drame.



Charles SANNAT

Ces villes dans lesquelles plus personne ne peut acheter !

C'est un dossier pertinent du magazine Marianne qui pointe ce que j'explique déjà depuis quelques années à notre aimable communauté de lecteurs et en particulier aux Stratégistes !

En effet, dans l'approche patrimoniale d'indépendance financière et de « bonne » gestion, ou disons de gestion efficace il ne faut surtout pas faire l'impasse sur la Localisation.

Dans ma méthode j'utilise le trigramme PEL pour patrimoine, emploi et localisation qui sont les 3 paramètres sur lesquels vous pouvez agir.

Ainsi, désormais, à Paris, il faut gagner 14 559 euros net par mois, oui vous avez bien lu, net, soit globalement plus de 20 000 euros bruts pour pouvoir s'acheter un 100m² ! Alors 100m² cela peut faire rêver une famille francilienne, mais cela fait sourire de nombreux ruraux. A ce niveau de salaires, même les cadres ne peuvent plus acheter à Paris et sont exclus par les prix.

En termes d'approches vous avez plusieurs choix. Celui de la fuite en avant dans la pression professionnelle du toujours gagner plus additionné au toujours plus de dettes et aux crédits de plus en plus élevés. Soit celui de la fuite de la capitale pour aller vous loger ailleurs.



Là où les choses deviennent passionnantes c'est quand on commence à calculer qu'un couple gagnant 6 000 euros dans certaines villes dispose d'un niveau de vie supérieur et de beaucoup à un couple gagnant 14 500 euros à Paris !

Vous pouvez multiplier les exemples.

A l'heure de la crise aussi bien sanitaire qu'économique, à l'heure du télétravail, et de la digitalisation de la société, c'est le moment de réfléchir à votre triptyque PEL.

Charles SANNAT

▲ RETOUR ▲

Quelle sera l'attitude des « forces de l'ordre » en cas de guerre civile ?

Antonin Campana , proposé par Bruno Bertez , 27 janvier 2021

Nous vivons une époque extraordinairement troublée et incertaine. Notre société est travaillée par de puissantes tensions internes qui tendent à la fractionner. Aussi, la guerre civile est-elle une hypothèse que plus personne n'écarte vraiment, même s'il est difficile de désigner avec certitude les groupes qui ouvriront le bal : allochtones contre Autochtones ? Forces étatiques contre allochtones ? Banlieues contre forces étatiques ? Ramassis LGBT, antifa et indigéniste contre résistance identitaire ? *Déplorables* contre élite CSP++ ?

Beaucoup semblent penser, c'est tout au moins ce qui ressort de nos discussions, que policiers et gendarmes seront « de notre côté » en cas de guerre civile, a fortiori si celle-ci oppose des allochtones islamisés aux Autochtones. Nous sommes très moyennement d'accord avec cette affirmation. Nous allons tenter d'apporter un point de vue plus nuancé.

Les forces de l'ordre sont soumises à trois types de hiérarchie

Tout d'abord un constat : sans la police et la gendarmerie, les décisions liberticides de nos bons maîtres ne seraient jamais suivies d'effet ! Cela est vrai de notre assignation à domicile (le « confinement »), du couvre-feu, des interdictions de déplacement ou de réunion comme de l'interdiction de nous défendre ou même de nous exprimer librement. Incontestablement, le pouvoir en place se sert des forces de l'ordre pour contraindre la population, et aussi s'en protéger. Invariablement, c'est une simple observation, les forces de l'ordre s'interposent entre le peuple et les maîtres pour défendre les intérêts de ceux-ci au détriment de celui-là, quitte à user de la force brutale, matraques et yeux crevés, pour les faire respecter.

Le constat indéniable de l'instrumentalisation des forces de l'ordre, mises au service des « élites » et non de la nation, en entraîne un autre : on ne chassera pas nos maîtres tant que les forces de l'ordre ne seront pas « retournées », voire neutralisées ! Mais avant d'espérer une telle chose, qui serait vraiment miraculeuse, il est nécessaire de comprendre les ressorts psychologiques qui expliquent la soumission des forces de l'ordre à ceux qui nous gouvernent. En préambule à ce qui suit, pour que les choses soient bien claires, nous rappelons que les policiers ou les gendarmes n'ont pas été sélectionnés pour leur capacité d'obéissance. Ce sont des citoyens comme les autres qui, pris individuellement, sont même des gens souvent mieux que beaucoup d'autres (au niveau de la rectitude morale et du patriotisme notamment). Mais, dans leur fonction, ce sont d'abord des fonctionnaires ou des militaires en uniforme. Donoso Cortés disait en substance que *l'uniforme rend esclave*. C'est un peu vrai, car tout uniforme implique l'obéissance.

L'observation du fonctionnement de la police (cela est aussi en partie vrai pour la gendarmerie) montre ainsi que celle-ci obéit à trois types de hiérarchie.

La police est subordonnée aux autorités civiles, autrement dit au pouvoir politique puisque la police dépend du ministère de l'intérieur. Au niveau départemental, la hiérarchie des autorités civiles se manifeste par la présence de directeurs de la sécurité publique, nommés par le pouvoir politique et placés sous l'autorité directe du Préfet et du procureur de la République, eux aussi nommés par le pouvoir politique. La mission de ces directeurs consiste essentiellement à manifester l'autorité du gouvernement auprès des forces de l'ordre.

La police est également subordonnée aux autorités judiciaires. Dans le domaine judiciaire, les policiers agissent sous la direction du Parquet. Les magistrats interviennent également pour contrôler l'action de la police, et éventuellement sanctionner les policiers.

Enfin, **la police est subordonnée à sa propre hiérarchie interne**, qui s'exprime sous la forme de grades.

Les lecteurs qui connaissent mieux que nous cette institution nous corrigeront ou nous complèteront. Globalement, ce qu'il faut retenir est que chaque policier (et chaque gendarme) est soumis à trois types de hiérarchies : une hiérarchie politique, une hiérarchie judiciaire et une hiérarchie interne. Cela fait beaucoup et nous amène à l'expérience de Milgram.

L'expérience de Milgram

Stanley Milgram est un psychologue américain qui, au début des années 1960, a cherché à évaluer le degré d'obéissance d'individus placés dans une relation de subordination à une autorité légitime.

Des individus, recrutés par petites annonces, étaient informés qu'ils allaient participer à une expérience scientifique sur le processus de mémorisation. Il s'agissait, leur disait-on, de mesurer l'efficacité de la punition sur la mémorisation.

Chaque séquence de l'expérience de Milgram met en scène trois types de personnages :

D'une part *l'élève*, qui doit retenir des suites de mots et qui reçoit des décharges électriques en cas d'erreur. L'élève est un complice et les décharges sont fictives. On ne voit pas l'élève, car il est masqué par une fine cloison, mais on peut l'entendre.

D'autre part *l'enseignant*, qui dicte les mots et actionne un levier qui envoie des décharges électriques en cas d'erreur. En fait, l'enseignant est testé à son insu. Il ne sait pas que c'est son degré d'obéissance à l'autorité qui est mesuré.

L'expérimentateur, lui aussi complice, représente l'autorité légitime. Celui-ci, très professionnel, s'exprime avec assurance et possède tous les attributs de la légitimité (blouse, laboratoire universitaire, protocole...).

La première décharge est de 45 volts. A chaque nouvelle erreur, les décharges augmentent par paliers de 15 volts, jusqu'à atteindre 450 volts. Plus le voltage augmente, plus l'élève-complice se plaint, gémit, hurle de douleur, supplie, lance des cris violents.... Si « l'enseignant » se tourne, visage interrogateur, vers « l'expérimentateur », celui-ci, fermement, lui dit de continuer.

Milgram observe que 65% des sujets sont prêts à administrer à plusieurs reprises des chocs de 450 volts. Aucun des sujets ne s'est arrêté avant d'avoir infligé à « l'élève » une tension d'au-moins 135 volts (à ce niveau « l'élève » a pour consigne de hurler sa douleur. Au palier précédent il devait signifier qu'il souffrait).

L'expérience de Milgram a été maintes fois reproduite avec des résultats similaires (voire plus effrayants puisque dans certains contextes le degré d'obéissance maximum dépasse les 80%).

L'expérience de Milgram montre qu'un individu subordonné à une autorité considérée comme légitime aliène son autonomie et délègue sa responsabilité à cette autorité. Plus clairement, il ne se sent plus responsable de ce qu'il fait lorsqu'il obéit. « L'enseignant » se voit comme un simple outil de « l'expérimentateur ». Il estime qu'il n'aura pas à rendre compte des souffrances que l'autorité légitime lui demande d'infliger. Pour lui, ces souffrances sont imputables à une autorité supérieure. Psychologiquement, il n'est, dit Milgram, qu'un simple « agent exécutif d'une volonté étrangère ».

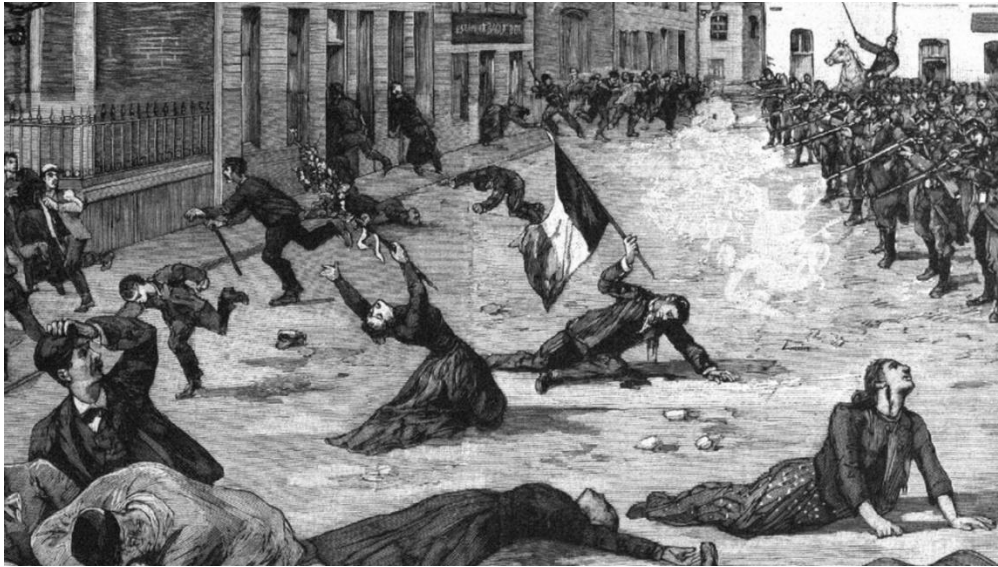
Milgram a introduit plusieurs variantes dans son expérience. Ainsi, si le détenteur de l'autorité légitime (l'expérimentateur) s'absente du laboratoire, alors seulement 20% des sujets infligent un choc de 450 volts. S'il y a deux détenteurs de l'autorité légitime (deux expérimentateurs) et que ceux-ci donnent des ordres contradictoires (« continuez ! », « ne continuez pas ! »), le taux d'obéissance maximal passe à 0% (personne n'infligera un choc de 450 volts)!

Autre élément notable : malgré qu'ils obéissent, on observe que les sujets manifestent fréquemment de l'anxiété et une certaine tension (ricanements, gêne...). Cela signifie, selon Milgram, que ces sujets désapprouvent au fond d'eux-mêmes les ordres qui leur sont donnés. Ces signes de tension annoncent la désobéissance.

Revenons maintenant aux « forces de l'ordre ».

Quelles informations tirer de l'expérience de Milgram ?

Répetons une nouvelle fois que les fonctionnaires de police ou les gendarmes sont des gens normaux. Ils n'ont pas été sélectionnés en fonction de leur capacité à être des « agents exécutifs d'une volonté étrangère » ! Ils sont aussi banalement humains que l'étaient les sujets de Milgram... ce qui signifie dans les faits que 65% d'entre eux pourraient, si une autorité légitime le leur demandait, infliger à des gens qu'ils ne connaissent pas une décharge électrique de 450 volts ! En clair cela veut dire que, sur ordre, 65% des policiers et des gendarmes seraient capables de tuer des gens innocents. Inconcevable ?



En 1891, sur ordre de leur chef, les forces de l'ordre (30 soldats) tirent sur une manifestation ouvrière à Fourmies : 10 morts, dont deux enfants, 35 blessés ; image ci dessus.

En 1907, sur ordre, la troupe tire sur la foule à Narbonne : 5 morts, 33 blessés ;

En 1908, le 02 juin, à Vigneux, les gendarmes tirent à bout portant dans une salle où se réunissent des grévistes : 02 morts, dont une gamine de 17 ans, 10 blessés. Le 30 juillet à Draveil, les ouvriers sont chargés au sabre : 4 morts, 200 blessés ;

Et pour montrer que cette aptitude à tuer des gens sur ordre est universelle et n'est en aucun cas le propre des forces de l'ordre françaises, citons la fusillade qui eut lieu à Genève, en Suisse, un pays paisible et pacifique où le 09 novembre 1932, sur ordre, la troupe ouvre le feu sur des manifestants. Résultat : 13 morts, 65 blessés !

Dans ces exemples, différents facteurs entraînent la décision individuelle d'ouvrir le feu (malgré la présence de femmes et d'enfants) : l'obéissance à l'autorité légitime (le chef, le gouvernement...) mais aussi sans doute la peur de la foule, ainsi que le mimétisme comportemental (si toute la troupe ouvre le feu, il est difficile de ne pas tirer soi-même).

La seconde information que nous livre Milgram est que le taux d'obéissance maximale tombe à zéro lorsque plusieurs autorités légitimes donnent un ordre contradictoire du type : « ouvrez le feu », « n'ouvrez pas le feu ».

Tout cela se vérifie aussi par l'expérience.

Ainsi, durant l'épisode des Gilets Jaunes, les trois hiérarchies qui coiffent les forces de l'ordre (autorité civile, autorité judiciaire, hiérarchie interne) ont parlé d'une seule voix. Cela est compréhensible : ceux qui sont au sommet de ces hiérarchies sont tous issus du même milieu social, un milieu qui s'est cru en danger. Aussi, l'autorité civile a-t-elle donné l'ordre de la répression brutale, l'autorité judiciaire a-t-elle manifesté son adhésion à la répression en infligeant des peines sévères aux Gilets Jaunes et la hiérarchie interne des forces de

l'ordre a-t-elle répercuté les ordres sans se poser de question. On connaît le résultat : 2500 blessés dont 152 blessés à la tête (visages mutilés, fractures de la mâchoire, joues déchirées...), 17 éborgnés, 4 mains arrachées.

Autre ambiance dans les zones de droit islamique. Les autorités civiles affirment leur volonté de reconquérir les « territoires perdus de la République ». Cependant, les autorités judiciaires (qui ont classé sans suite les violences subies par les Gilets Jaunes), condamnent fermement (« *violence par personne dépositaire de l'autorité publique* »), tout policier qui met une claque à un délinquant multirécidiviste. Cela ressemble à un désaveu et, du point de vue du policier, fleure mauvais l'ordre contradictoire. La hiérarchie policière interne, quant à elle, navigue à vue en cherchant à satisfaire les autorités civiles tout en ne déplaisant pas aux autorités judiciaires. Ainsi, dans leurs interventions, policiers et gendarmes doivent gérer d'une part une absence d'autorité (celle de leur hiérarchie qui se défilera en cas de problème) et d'autre part des autorités civiles et judiciaires qui se contredisent. Comment, dans ces conditions, reprocher aux forces de l'ordre d'intervenir avec prudence et sans guère de conviction ?

La troisième information que nous donne Milgram est relative à la tension psychologique que manifeste celui qui obéit à une autorité tout en la désapprouvant en son for intérieur. Or nous observons parfaitement cette tension dans le milieu de la police et de la gendarmerie. Chaque année il y a plusieurs dizaines de suicides dans la police, mais aussi dans la gendarmerie. On notera également un nombre important de dépressions et de troubles psychiques. Selon des sources syndicales, plus de 50% des policiers ont eu dans l'année un arrêt de travail pour dépression ou burn out.

Enfin, la quatrième information que nous livre Milgram concerne le rôle du groupe. Ce rôle est très important puisque le groupe conditionne largement l'action (ou l'inaction) individuelle. Dans une variante de son expérience, Milgram a adjoint au sujet testé deux complices ayant, comme celui-ci, un statut d'enseignant. Il était demandé à ces complices de se rebeller à un stade donné de l'expérience. Après rébellion, seulement 10% des sujets ont accepté d'infliger de nouveaux chocs électriques. Autrement dit, si une partie significative des forces de l'ordre refuse d'obéir à une autorité, il est probable que l'ensemble des forces de l'ordre n'obéira plus à cette autorité. L'insurrection des policiers de Paris en août 1944 illustre parfaitement cette règle. Un appel du « *Comité de libération de la police parisienne* » manifestant la désobéissance d'une partie de la police parisienne au régime de Vichy a fait basculer l'ensemble de la police.

En conclusion....

En cas de guerre civile, l'attitude des forces de l'ordre sera conforme à ce que leur ordonnent les autorités civiles, les autorités judiciaires et les hiérarchies internes. Si ces trois autorités parlent d'une seule voix, alors les forces de l'ordre n'auront aucune retenue et feront le pire, si on le leur demande. Peu importe les opinions personnelles des policiers et gendarmes : si on leur donne l'ordre de réprimer avec brutalité, ils le feront mécaniquement, contre n'importe qui, et comme de simples « agents exécutifs d'une volonté étrangère ».

Cependant, si les autorités chapotant les forces de l'ordre se contredisent, voire s'opposent, alors l'action des forces de l'ordre sera en grande partie neutralisée. Les risques qu'elles répriment durement, par exemple, un mouvement autochtone de libération, seront alors limités. Un Etat parallèle autochtone organisé devrait travailler à créer de la dissension entre les trois types d'autorités. Ce qu'il s'est passé avec les Gilets Jaunes ne devrait plus se reproduire.

Une autre manière de neutraliser les forces de l'ordre consistera à délégitimer les trois types d'autorités, tout en proposant d'autres formes d'autorités légitimes. Ce combat métapolitique demande, encore une fois, une organisation révolutionnaire capable de voir plus loin que les prochaines élections. Les tensions psychologiques dont nous parlons plus haut révèle un mal-être que policiers et gendarmes retournent contre leur propre personne (suicides, dépressions) alors que ce mal-être devrait être sublimé par la remise en cause des autorités illégitimes qui en sont la cause.

Enfin, une quatrième manière de neutraliser les forces de l'ordre consiste à les infiltrer suffisamment pour que le moment venu une partie significative d'entre elles refuse d'obéir aux autorités illégitimes. Cela n'est pas impossible, mais demande encore une fois une organisation que les Autochtones ne possèdent pas et sont très, très loin, de posséder.

En résumé, puisqu'il n'existe pas de mouvement autochtone organisé, et puisque, en conséquence, il nous sera impossible de neutraliser de quelque manière que ce soit les forces de l'ordre et encore moins de les rallier à nous, **il faudra s'attendre à les trouver face à nous**. Ceux qui croient (nous parlons bien d'une croyance) que policiers et gendarmes seront forcément avec les Autochtones en cas de guerre civile se font beaucoup d'illusions. Policiers et gendarmes feront sans doute encore davantage de dépressions, ils se suicideront un peu plus, mais, globalement, ils serviront le pouvoir en place comme ils l'ont toujours fait (et rappelons ici, pour ceux qui l'ignorent, que ce pouvoir n'est pas précisément du côté du peuple autochtone de France). Dans une telle éventualité de guerre civile, il sera donc plus sage de prier pour que le pouvoir en place s'effondre de lui-même. A ce moment seulement, les « forces de l'ordre », autonomisées et livrées à leur bon sens, rejoindront le camp autochtone.

Pas avant.

▲ RETOUR ▲



Éditorial. Si on me suit il n'y a plus de bulle, car le réel on s'en fiche! Un pas de géant de la théorie financière.

Bruno Bertez 27 janvier 2021



Comme je l'ai noté récemment, l'indice proxy qui mesure le niveau « Panic / Euphorisa » de Citi a atteint des « sommets records ».

Autrement dit, l'euphorie du marché a atteint « des sommets historiques ». L'euphorie actuelle dépasse de loin le délire technologique de 2000... selon les calculs de Citi.

C'est ce que confirme le légendaire investisseur « value » Jeremy Grantham.

La bulle d'aujourd'hui dit-il équivaut à la bulle de la mer du Sud puis à ... 1929... et 2000:

Le marché haussier qui a pris naissance en Mars 2009 sur l'autorisation donnée aux banques de modifier leurs règles comptables et de truquer leurs bilans est finalement devenu une bulle épique à part entière.

« Avec une surévaluation extrême, des hausses de prix explosives ... et un comportement hystérique des investisseurs spéculatifs, je pense que cet événement sera enregistré comme l'une des grandes bulles de l'histoire financière, au même titre que la bulle de la mer du Sud, 1929 et 2000 » déclare Grantham.

Je rappelle que Grantham n'a pas toujours été un « bear » dans le grand bull market comme par exemple l'a été Hussman, non Grantham a pendant un moment accepté le TINA et le « cette fois c'est différent ».

En effet je me souviens d'une note de GMO dans laquelle il expliquait que la forte déviation de la répartition de la valeur ajoutée en faveur des entreprises était peut-être durable et que cela justifiait des multiples historiques de capitalisation par rapport au GDP plus élevés.

Je ne m'étais pas rallié à cette interprétation bullish de Grantham car il commettait selon moi une erreur de raisonnement: la répartition de la valeur ajoutée en faveur du Capital et au détriment des salariés ne peut être éternelle car la contrepartie de ce phénomène c'est l'endettement croissant des salariés pour maintenir leur niveau de vie et cet endettement a des limites. Des limites qui forceront à rééquilibrer la balance entre salaires et profits et donc à remonter la part des salaires et à rééquilibrer la répartition de la valeur ajoutée.

Aujourd'hui Grantham nous dit : « Chaque fois que le sentiment du marché atteint des sommets extatiques comme celui d'aujourd'hui – l'effondrement se fait dans des mois qui suivent.

Je critique :

-d'une part on ne sait que l'on a atteint un sommet que lorsque le sommet a été dépassé et que l'on a commencé à chuter. Donc dire que l'on doit baisser parce que l'on est à un sommet de quoi que ce soit n'est jamais un argument!

-d'autre part si c'est l'esprit de jeu qui a permis de pousser les prix des actifs financiers/billets de loterie à des niveaux historiquement élevés, il est évident que ce qu'il faut analyser c'est l'esprit de jeu. Pour faire une prévision il faut avoir des éléments qui disent que l'esprit de jeu va faiblir. or Grantham n'en a pas il constate qu'il est euphorique, élevé, et qu'un jour cela finira bien par retomber.

En fait l'analyse serrée nous dit que malgré sa culture et son expertise Grantham ne nous apprend rien, il pense que cela va chuter un jour et c'est tout.

La position de Hussman est plus cohérente, il dit que nous avons dépassé toutes les normes historiques de valorisations mais que le marché continue de monter grâce au jeu. Tant que le jeu continue, le marché ne baissera pas. Il ne faut pas l'attaquer. Et au lieu de dire qu'un jour cela finira par chuter il explique qu'il faut trouver des instruments de mesure de l'intensité de l'esprit de jeu.

Ces instruments il les a construits autour de l'ordre interne du marché et du suivi de sa dynamique.

Quand l'esprit de jeu est puissant, on achète tout et n'importe quoi ; quand l'esprit de jeu faiblit, on chipote, on devient sélectif nous dit Hussman. L'unanimité du marché disparaît, tout ne monte plus en même temps. On peut mesurer la force de l'appétit pour le jeu par l'unanimité du marché et son symétrique, les divergences. Il est donc possible d'élaborer des proxys qui mesurent les divergences au sein des marchés et de les reporter historiquement pour en tirer des enseignements pour l'avenir.

Voilà qui est bien plus rationnel.

Je ne partage ni les analyses de Grantham ni celles de JP Hussman car j'ai un cadre analytique très différent.

Je lis l'histoire et que dit cette histoire? Elle dit qu'une révolution copernicienne est intervenue en 71 et 73 quand on a désancré les monnaies et qu'on les a libérées de leur lien au réel. On les a fait flotter. Dans l'air.

Les auteurs qui prétendent être « value » ou fondamentalistes sont des auteurs qui considèrent que la valeur des actifs financiers est ancrée, qu'elle est le reflet de la réalité économique. Moi j'ai abandonné cette conception depuis 1971, date à laquelle on a libéré la monnaie de son ancrage réel. Quand on a libéré la monnaie on a, du même coup, libéré tout ce dont la valeur s'exprime en monnaie.

C'est pour cela que je dis souvent que les actifs financiers sont des formes, des manières d'être, des avatars de la monnaie.

Quand on a libéré la monnaie et supprimé sa finitude ou son poids, on a libéré tout ce dont la valeur est exprimée en monnaie. La monnaie étant le sous-jacent de tous les actifs financiers, libérer la monnaie, c'est libérer le sous-jacent, c'est changer sa nature, c'est en faire quelque chose d'abstrait.

Pour pousser à l'extrême je soutiens que de la même façon que l'on a transformé la monnaie en jetons, les actifs financiers étant de la quasi-monnaie ou monnaie-like sont eux aussi devenus des jetons. Et à ce titre, ils n'ont pour ainsi dire plus de vraie valeur fondamentale, ils ont valeur qu'en fonction de la quantité émise, de ce qui écrit dessus, en fonction des signes qui leurs ont accolés et en fonction de la mode et des engouements.

Je soutiens que les valeurs mobilières sont devenues frivoles.

Vous noterez que dans frivole, il y a frivole comme voler comme les voleurs et voler comme les oiseaux. Avec les valeurs mobilières frivoles on vole free, librement, dans tous les sens du terme.

On a selon moi désancré les actifs financiers du réel pour leur faire intégrer un champ d'ordre monétaire et non plus un champ de variables de l'économie réelle.

Les actifs financiers sont de moins en moins des reflets de la sphère réelle et de plus en plus une mise en ordre du champ des monnaies et quasi-monnaies unifiés par les actions des banques centrales.

Autrement dit de la même façon que par les politiques monétaires non conventionnelles les banques centrales ont pris le contrôle des taux courts, puis par le QE des taux longs, ils ont pris aussi le contrôle de la variable « risque » c'est à dire le contrôle de la valeur et de la volatilité de sous les actifs à risque; ce que les financiers n'ont pas compris c'est le fait que les banques centrales non seulement contrôlent les taux courts, les taux longs mais en plus elles contrôlent le risque et sa hiérarchie. Elles contrôlent la perception du risque par leurs interventions, leurs promesses, leurs guidances et leurs « Put ».

Si on me suit il n'y a plus de bulle, car le réel on s'en fiche: il y a un champ unifié de bestioles monétaires et quasi monétaires dont l'ordre interne, l'arrangement relatif, est dicté par l'action des banques centrales sur les taux courts, les taux longs, les QE, le risque, la volatilité.

Je ne suis pas loin de soutenir qu'au stade où nous en sommes, les banques centrales fixent plus ou moins directement la valeur du portefeuille mondial et sa répartition en grandes masses entre actions, obligations, , high yield etc . C'est audacieux mais cohérent.

Et la réconciliation dont parle le partisan de la « value » et les fondamentalistes interviendra certes un jour, mais pas comme ils le pensent parce que l'on sera trop cher et trop écarté du réel, non elle interviendra parce que les banques centrales auront perdu le contrôle du champ monétaire..

▲ RETOUR ▲

Le roi Midas et le Bitcoin

George Gilder pour The Daily Reckoning 23 janvier 2021



Bitcoin (BTC), sans doute le meilleur "investissement" au monde de la dernière décennie, a le vent en poupe. Mais s'agit-il d'argent ? Quelles sont ses perspectives en tant qu'or numérique ?

Peut-être vous en moquez-vous. Le bitcoin est un véhicule commercial lucratif. Pourquoi est-ce important qu'il aille quelque part ?

Selon la mesure du "plafond du marché des pièces" à la fin de 2020, il a atteint un niveau de 42 000 dollars ou frôle le trillion de dollars de plafond du marché. C'est environ un dixième du niveau de l'or.

Aujourd'hui, au début de 2021, elle est tombée à 34 000 et 650 milliards de dollars, soit 6,5 % du niveau de l'or.

Au fil du temps, le bitcoin se comporte moins comme l'or et plus comme un actif spéculatif de premier ordre.

Le paradoxe monétaire

Alors que le bitcoin dépasse les 18 millions d'unités et s'approche de son plafond estimé à 21 millions d'unités d'ici 2140, il s'élève vers un horizon envisagé par Hal Finney, son premier acheteur en 2009. Il imaginait que toutes les transactions mondiales migreraient vers le bitcoin, et que chaque unité pourrait valoir plus de 10 millions de dollars.

Mais dès le début, le bitcoin a été confronté à un paradoxe monétaire. Dans une économie mondiale en constante évolution, l'argent peut répondre aux variations de la demande soit en changeant le volume (en maintenant le prix stable), soit en changeant le prix (en plafonnant l'offre).

Mais si vous plafonnez le volume, vous paralysez la fonction transactionnelle - qui dépend de l'argent comme d'un bâton de mesure fiable. Les entrepreneurs ont besoin de l'argent comme mesure de la valeur pour guider leurs investissements et leurs décisions commerciales dans le temps.

Le temps fait avancer l'économie vers l'avenir. Et les taux d'intérêt guident l'orientation de l'argent dans le temps. Lorsque les signes et les signaux du temps sont brouillés par des interventions gouvernementales ou par des "plafonds" ou des contrôles arbitraires, le commerce peut s'effondrer, et les horizons d'investissement se rétrécissent dans les deux dimensions.

En résolvant cette énigme, l'histoire de l'or donne des indications cruciales.

La beauté de l'or

En tant qu'indice de valeur universel, il a permis de régler les fluctuations et les remaniements volatils des taux de change. En tant que norme immuable, il a fait des taux d'intérêt un guide fiable pour les entrepreneurs qui prennent des engagements dans l'obscurité du temps.

L'étalon-or fournissait des cartes et des mesures qui permettaient aux entrepreneurs d'agir avec confiance dans le temps. Ils étaient assurés que même dans un monde en constante évolution et incertain, les bâtons de mesure monétaire ne changeraient pas lorsqu'ils mettraient leurs produits sur le marché.

L'or reste un étalon de mesure fiable. L'offre actuelle d'or est de près de 200 kilotonnes.

Bien que l'exploitation minière ait augmenté l'offre d'or de 1,5 à 2,5 % par an pendant des siècles, le stock d'or est énorme par rapport à son débit - ce qui rend l'or particulièrement résistant aux chocs d'offre.

Les réserves accumulées peuvent se déplacer entre les deux principales utilisations de l'or - l'argent et les bijoux. L'argent est un bijou liquide ; les bijoux sont de l'argent cristallisé. Les lingots bruts peuvent être transformés en boules, et les bijoux peuvent être fondus en pièces, selon les besoins de l'économie enregistrés par le prix de l'or.

Si les percées technologiques pouvaient accroître considérablement la production d'or, l'or en tant que mesure céderait et son prix réel chuterait. Mais à travers des millénaires de progrès scientifiques et de découvertes métallurgiques, l'or est resté stable.

Les améliorations de la technologie minière ont été confrontées à un défi : la difficulté croissante d'extraire l'or de filons toujours plus profonds et plus petits.

L'argent est essentiellement un temps symbolique : une mesure de la rareté du temps en économie. Dans un monde de troc, les taux de change entre les pommes et les maisons, par exemple, seraient déterminés par les différences de temps nécessaires pour produire une unité supplémentaire.

Lorsqu'une économie de troc devient une économie commerciale, ces facteurs temporels communs se manifestent dans la monnaie.

La rareté du temps

Nous vivons aujourd'hui dans une économie mondiale, où une myriade de biens et de services sont échangés à travers le monde. Pour arbitrer les compromis et les priorités du choix économique, l'argent doit être rare. Ce qui reste rare quand tout le reste devient abondant, c'est le temps.

Une monnaie stable confère une cadence harmonieuse à la danse de l'activité économique ; sans elle, les danseurs plongent dans le chaos, en tâtonnant pour trouver une direction.

Lorsque le prix de l'or augmente, l'exploitation des mines d'or augmente également. Une augmentation de l'offre tend à faire baisser le prix, ce qui supprime une grande partie de l'incitation à extraire de l'or supplémentaire. Ce genre de va-et-vient donne à l'or sa stabilité dans le temps. N'oubliez pas que l'offre d'or peut augmenter.

Mais ce n'est pas le cas avec le bitcoin. Son offre finira par être plafonnée. Cela rend le bitcoin déflationniste par rapport à l'or et introduit un élément de volatilité, que la monnaie ne devrait pas avoir.

Comme l'a découvert le roi Midas, l'or (et tous les candidats à l'argent réel) n'est pas la richesse en soi mais une

mesure de la richesse. C'est un instrument de mesure pour rendre compte des biens et services mondiaux.

Ni inflationniste ni déflationniste, l'or ne pénalise ni les créanciers ni les débiteurs. Si le bitcoin est plafonné, il ne peut pas remplacer l'or.

Satoshi Nakamoto, l'inventeur de Bitcoin, pensait que son algorithme minier imitait la production d'or. Tout comme l'or, la production de bitcoin nécessitait plus de temps et de ressources, jusqu'à ce qu'il atteigne son plafond.

Mais le blogueur Mike Kendall de "Man on the Margin" a trouvé un défaut fondamental : la croyance que la masse monétaire peut et doit être déterminée par l'offre de bitcoin ou d'or. En d'autres termes, l'or (ou le bitcoin imitant l'or) ne devrait pas seulement servir de mesure, mais aussi de support pour tous les échanges.

Une valeur fixe pour le bitcoin serait meilleure qu'une fourniture fixe.

Bien faire les choses

L'or (ou bitcoin) ne doit pas nécessairement être le support réel de tous les échanges. Même dans le cadre d'un étalon-or, il est possible d'avoir des réserves bancaires fractionnaires (les banques prêtent plus d'argent qu'elles n'en ont en dépôt).

Les réserves fractionnaires sont intrinsèques au rôle des banques, qui servent d'intermédiaires entre les épargnants à la recherche de sécurité et de liquidités et les entrepreneurs qui les retirent par le biais d'investissements à long terme.

La valeur de l'épargne liquide dépend nécessairement des réalisations des entreprises illiquides et à long terme. Il n'y a aucun moyen d'éviter le décalage des échéances entre l'épargne et les investissements, si ce n'est en abolissant le capitalisme.

Les bitcoins et autres cryptomonnaies ne peuvent pas devenir des sommes importantes sans systèmes d'intermédiation entre les épargnants et les investisseurs. L'argent ne peut pas être simplement un contrat intelligent.

Il implique des actes continuels de discrétion intelligente dans l'octroi de prêts et d'investissements répondant aux changements des marchés et des technologies.

Selon Friedrich Hayek, "L'étalon-or oblige les gouvernements à contrôler la quantité d'argent de manière à maintenir sa valeur constante".

Les cryptomonnaies et la technologie de la chaîne de blocage qui les sous-tend sont là pour rester et auront des effets révolutionnaires sur les banques et le commerce.

Mais le bitcoin lui-même devrait avoir une valeur fixe, et non une offre fixe, s'il doit un jour être considéré comme de l'argent.

▲ RETOUR ▲

.Une honte pour le public américain

Brian Maher 25 janvier 2021



"Vous êtes une honte pour le public américain."

C'est ce qu'a déclaré le lecteur Bill C. Friday, consterné par le discours inaugural de Joe Biden.

D'autres nous ont dénoncés avec une telle extravagance... nous ne pouvons pas publier leurs commentaires sans alarmer la Commission fédérale des communications.

Le discours de Biden a été le plus grand discours inaugural de l'histoire, nous en avons été éblouis. Celle de Washington et de Lincoln était à côté de celle d'Alan Greenspan.

Nous avons ainsi encouru la colère d'Adam M. Il nous livre ici un bon morceau rond de son esprit :

"Je suis dégoûté par les commentaires de votre rédacteur en chef. Ses commentaires politiques et son amour pour Biden sont écoeurants".

Steve R, pendant ce temps, nous lit une sévère leçon... chaque mot dégoulinant d'acide :

"L'article le plus partial et le plus idiot que j'ai jamais lu. Vous semblez incestueusement épris de l'un des politiciens de carrière les plus corrompus qui aient été mis à la Maison Blanche."

Steve est tellement endolori qu'il se lave entièrement les mains de nous : *"Veuillez annuler mon abonnement à cette lettre d'information."*

Pas de gaspillage gouvernemental ????!

Bill O. est horrifié que nous niions l'existence même du gaspillage gouvernemental :

"Wow ! Pas de gaspillage gouvernemental ?... Dire que les dépenses excessives ne sont pas du gaspillage parce qu'elles tombent entre les mains d'une société privée ! Quel genre de raisonnement est-ce là ?"

En toute justice, tous les lecteurs ne nous ont pas dénoncés. Par exemple, Cheryl H. a chanté :

J'ai tellement apprécié de lire un tel point de vue pro-démocratique de la part d'un rédacteur financier en ligne. Je peux tolérer certaines différences d'opinion exprimées par certains éditeurs, mais j'ai été profondément offensée et alarmée par les mensonges que d'autres continuent de présenter. Oui, je suis partial, car je partage les valeurs exprimées par M. Maher, mais c'était une telle bouffée d'air frais que de découvrir sa contribution.

Nous apprécions énormément la somptuosité de Cheryl.

Pourtant, nous ne pouvons l'accepter en toute bonne conscience. Nous ne pouvons pas non plus accepter en

bonne conscience les brûlures énumérées ci-dessus.

Car nos éloges étaient, en un mot... peu sincères.

Nous avons supposé que notre entêtement était évident pour les lecteurs. Mais le mot écrit, nu sur la page, n'a pas la nuance du mot parlé.

Le lecteur ne peut pas observer l'écrivain tirer sur sa jambe. Il ne peut pas observer le sourire sournois.

Une vérole sur leurs deux maisons

Les lecteurs de longue date reconnaîtront que nous sommes impitoyablement bipartisans. C'est-à-dire que nos accusations sont impitoyablement bipartites.

Républicains et Démocrates, Démocrates et Républicains... tous deux envahissent notre paix, tous deux envahissent notre dignité... tous deux envahissent nos portefeuilles.

Nous ne sommes certainement pas le batteur de Joe Biden. Nous pouvons aussi bien battre un tambour pour un mannequin de vitrine.

Il a peu à dire et le dit avec trop de mots. Ce qu'il dit nous déconcerte souvent.

Un vote pour Joe Biden n'est pas tant un vote pour Joe Biden... mais un vote contre Donald Trump.

Une majorité d'électeurs était manifestement contre Donald Trump. Certains Américains patriotes ont-ils voté depuis leur tombe ?

Peut-être que certains l'ont fait. Nous avons l'intention de le faire lors de notre éventuelle disparition. Mais nous ne connaissons tout simplement pas le nombre d'électeurs morts lors de cette élection.

Quoi qu'il en soit... Joe Biden est président.

"Un gouvernement qui peut faire avancer les choses est une menace générale"

Nous ne nous attendons pas à ce que sa présidence apporte grand-chose de bon - et beaucoup de mauvais.

Nous avons espéré un gouvernement dans l'impasse si cet homme gagnait les élections. Autrement dit, nous avions espéré une impasse.

Un gouvernement qui peut faire bouger les choses est une menace générale. Et les démocrates ont l'intention de faire beaucoup de choses.

Ils commandent maintenant les deux chambres du Congrès. Pendant deux ans, ils sont libres de se mettre en colère.

Nous craignons qu'ils ne passent par le Trésor. Nous craignons qu'ils matraquent les finances de la nation au moins autant que les républicains l'ont fait.

Nous craignons qu'ils nous dirigent et nous surveillent comme jamais auparavant.

Le président promulgue déjà des décrets à un rythme effarant.

De son propre aveu, il ne sait pas toujours ce qu'il ordonne...

"Je ne sais pas ce que je signe", a-t-on enregistré en marmonnant M. Biden alors qu'il se préparait à signer un ordre.

"Signez quand même", lui a dit un sous-fifre.

Il a signé l'ordre.

Le président ne savait peut-être pas quels ordres il avait signés. Mais les hommes de main qui les ont rédigés le savent certainement.

Nous sommes sur nos gardes. Comme H.L. Mencken l'a noté avec une terrible précision :

"Le seul bon bureaucrate est celui qui a un pistolet sur la tempe. Mettez-le dans sa main et c'est un adieu à la Déclaration des droits."

Rien de personnel contre Biden

Mais nous n'avons pas beaucoup d'impression sur M. Biden.

Est-il fourbe ? Est-il corrompu ? Est-il une canaille et un coquin ?

Il en est au moins trois. Et très probablement quatre.

Mais ce n'est qu'un homme pratiquant les arts de son métier, c'est-à-dire un bon politicien.

Et nous confessons notre admiration pour tout homme qui exerce son métier, qu'il soit voleur de banque, tueur à gages ou politicien.

Un honnête homme peut-il être élu au Sénat des États-Unis... ou à la Maison Blanche ?

Un chirurgien compétent a besoin d'une main ferme. Un inspecteur compétent a besoin d'un bon nez. Un arpenteur compétent a besoin d'un oeil aiguisé...

Et un politicien compétent a besoin d'une langue d'argent.

Il doit flatter, cajoler, roucouler et courtiser. Il doit chanter de magnifiques mensonges pour gagner des mandats. Mais nous ne le blâmons pas nécessairement.

Comme nous l'avons déjà fait valoir :

Laissez l'homme politique adopter l'attitude d'un honnête homme devant le public américain.

Qu'il nous dise que nous pouvons avoir A. Ou que nous pouvons avoir B. Mais nous ne pouvons pas avoir A et B - et certainement pas A, B et C.

Pas sans payer pour A, B et C, c'est-à-dire.

Ensuite, observez le barrage d'œufs pourris et de tomates qui pleuvent sur sa tête.

11 fois sur 10, cet honnête Abe est terrassé par la langue d'argent qui nous chatouille les oreilles avec de faux mais accrocheurs jingles.

Le politicien comme vendeur

Nous avons un soupçon...

Un politicien qui gagne doit être étonné que son mambo-jumbo lui rapporte son jeu.

Il sait qu'il est un voyou. Il sait qu'un mot sur trois qu'il babille est faux - dans certains cas, un mot sur deux.

Il sait qu'il serait jeté hors du tribunal s'il était soumis à un contre-interrogatoire compétent.

Pourtant, il gagne le jury.

L'homme politique compétent est, par essence, un homme de spectacle - non, un vendeur.

Et un vendeur ne respecte jamais sa marque. Il a besoin de lui parce que son gagne-pain dépend de son métier. Il peut même aimer ce type...

Mais il ne le respecte pas.

Il le considère - à juste titre dans de nombreux cas - comme un dupe sans esprit.

Il a mordu à l'hameçon, l'imbécile. Tu peux le croire ?

C'est ce que le vendeur demande intérieurement pendant qu'il compte son argent.

Qui donc le vendeur respecte-t-il ?

Il respecte l'homme qui voit à travers son caprice, l'homme qui le flaire, l'homme qui s'éloigne de la vente.

Il s'indigne de la perte de la vente, oui. Mais il respecte l'homme qui lui coûte.

Et donc le politicien respecte l'homme qui s'éloigne de sa vente politique.

Quelle dignité ?

Où est la dignité de l'homme politique ? Elle n'est nulle part.

Quel homme digne, quel homme d'honneur, se tient devant une foule et supplie - dans ce cas, pour des votes ?

Comme le vendeur supplie pour la vente, l'homme politique supplie pour le vote.

Il doit mendier, c'est-à-dire pour obtenir le droit de vote de ceux qu'il considère comme ses bailleurs.

Après tout... s'ils n'étaient pas ses bailleurs... ils n'auraient pas besoin de sa direction.

Qui respecte un partisan ? Pas son chef.

Pourtant, l'aspirant politique prétend qu'il est leur égal. Non - leur serviteur !

L'argent est grand

Supposons que notre candidat à la haute fonction ait mis assez de poudre aux yeux... et qu'il gagne une élection...

Il s'adonne à des activités de picorage, de commerce de chevaux, de grattage de dos, de graissage de paumes, de fissuration de crânes... et de rupture de promesses.

Bientôt, il abandonne son dernier scrupule. Pourtant, il est consolé et apaisé par ce seul fait capital :

Il peut devenir extrêmement riche en étant un humble serviteur du peuple américain.

Il suffit de demander à Joe Biden...

▲ RETOUR ▲

Pourquoi la plupart des banques du monde sont vouées à l'effondrement

par Doug Casey 26 janvier 2021



Vous pensez sans doute qu'une discussion sur la "saine gestion bancaire" sera un peu ennuyeuse. Eh bien, la banque devrait être ennuyeuse. Et nous sommes sûrs que les responsables des banques centrales du monde entier - dont beaucoup ont du mal à dormir - aimeraient que ce soit le cas.

Ce bref article explique pourquoi le système bancaire mondial n'est pas sain, et ce qui différencie une banque saine d'une banque non saine. Je soupçonne qu'aucune personne sur mille ne comprend réellement la différence. En conséquence, **l'économie mondiale repose aujourd'hui sur des banques non saines qui traitent des devises non saines**. Ces deux types de banques ont considérablement dégénéré depuis leurs origines.

La banque moderne est née de l'orfèvrerie du Moyen-Âge. Pour être orfèvre, il fallait disposer d'un stock de métaux précieux, et pour gérer ce stock de manière rentable, il fallait savoir acheter et vendre des métaux et les stocker en toute sécurité. Ces capacités se sont facilement divisées en deux activités : le prêt et l'emprunt d'or, c'est-à-dire le prêt et l'emprunt d'argent.

Aujourd'hui, la plupart des gens ne savent que vaguement que jusqu'au début des années 1930, les pièces d'or étaient utilisées dans le commerce quotidien par le grand public. En outre, l'or garantissait la plupart des

monnaies nationales à un taux de convertibilité fixe. Les banques n'étaient qu'un autre secteur d'activité - rien de spécial. Elles se distinguaient des autres entreprises uniquement par le fait qu'elles stockaient, prêtaient et empruntaient des pièces d'or, non pas comme une activité secondaire mais comme une activité principale. Les banquiers étaient devenus des orfèvres sans les marteaux.

Les dépôts bancaires, jusqu'à une date récente, se répartissaient strictement en deux catégories, selon la préférence du déposant et les conditions offertes par les banques : les dépôts à terme et les dépôts à vue. Bien que la distinction entre ces deux catégories ait été perdue ces dernières années, le respect de cette différence est un élément essentiel d'une pratique bancaire saine.

Dépôts à terme. Avec un dépôt à terme - un compte d'épargne, en substance - le client s'engage à laisser son argent au banquier pendant une période déterminée. En contrepartie, il reçoit une rémunération (intérêt) déterminée pour son risque, pour son désagrément et en contrepartie de l'autorisation donnée au banquier d'utiliser l'argent du déposant. Le banquier, sachant qu'il dispose d'une quantité d'or déterminée pour une durée déterminée, est en mesure de la prêter ; il le fera à un taux d'intérêt suffisamment élevé pour couvrir les dépenses (y compris les intérêts promis au déposant), financer une réserve pour pertes sur prêts et, si tout se passe comme prévu, réaliser un bénéfice.

Un dépôt à terme implique un engagement des deux parties. Le déposant est bloqué jusqu'à la date d'échéance. Comment un bon banquier peut-il promettre de rendre son argent à un déposant à terme, sur demande et sans pénalité, alors qu'il prévoit de le prêter ?

Dans le cadre de l'acceptation des dépôts à terme, le banquier est un courtier en crédit, agissant comme intermédiaire entre les prêteurs et les emprunteurs. Pour éviter les pertes, les banquiers préfèrent généralement prêter sur des actifs productifs, dont les revenus offrent l'assurance que l'emprunteur pourra couvrir les intérêts à mesure qu'ils arrivent à échéance. Et ils n'étaient disposés à prêter qu'une fraction de la valeur d'un actif mis en gage, afin de garantir une marge de sécurité pour le principal. Et seulement pour une durée limitée, par exemple en cas de récolte ou de vente d'un stock. Et enfin, seulement à des personnes dont on sait qu'elles ont une bonne moralité, ce qui constitue la première ligne de défense contre la fraude. Les prêts à long terme étaient l'apanage des syndicats d'obligations.

Ce sont les dépôts à terme. Les dépôts à vue étaient une toute autre affaire.

Les dépôts à vue. Les dépôts à vue étaient appelés ainsi parce que, contrairement aux dépôts à terme, ils étaient payables au client sur demande. C'est la base des comptes de chèques. Le banquier ne paie pas d'intérêts sur l'argent, parce qu'il n'en a soi-disant jamais l'usage ; au contraire, il fait forcément payer des frais au déposant :

1. Il assume la responsabilité de garder l'argent en sécurité, disponible pour un retrait immédiat, et
2. Administrer le transfert de l'argent si le déposant le souhaite, soit en émettant un chèque, soit en remettant un récépissé d'entrepôt qui représente l'or en dépôt.

Un banquier honnête ne devrait pas prêter plus d'argent en dépôt à vue qu'Allied Van et Storage ne devrait prêter les meubles que vous avez payés pour les entreposer. Les récépissés d'entrepôt pour l'or étaient appelés billets de banque. Lorsqu'un gouvernement les émettait, on les appelait monnaie. Les lingots d'or, les pièces d'or, les billets de banque et la monnaie constituaient ensemble l'approvisionnement de la société en supports de transaction. Mais son montant était strictement limité par la quantité d'or réellement disponible pour les gens.

Les principes sains de la banque sont identiques aux principes sains de l'entreposage de n'importe quel type de marchandise, qu'il s'agisse de voitures, de pommes de terre ou de livres. Ou de l'argent. Il n'y a rien de mystérieux dans une banque saine. Mais les banques du monde entier sont fondamentalement instables depuis que les banques centrales parrainées par les gouvernements ont commencé à dominer le système financier.

Les banques centrales sont un élément clé du système financier mondial actuel. En achetant la dette publique, les banques peuvent permettre à l'État, pendant un certain temps, de financer ses activités sans imposition. À première vue, cela semble être un "déjeuner gratuit". Mais c'est en fait assez pernicieux et c'est le moteur de la dévaluation des devises.

Les banques centrales peuvent sembler faire partie intégrante du paysage cosmique, mais en fait, elles sont une invention récente. La Réserve fédérale américaine, par exemple, n'existait pas avant 1913.

Des banques malsaines

La fraude peut s'infiltrer dans n'importe quelle entreprise. Un banquier, voyant l'or d'autrui inactif dans son coffre-fort, pourrait se dire : "À quoi bon extraire l'or du sol d'une mine pour le remettre en terre dans un coffre-fort ? Les gens font des chèques à son encontre et utilisent ses billets de banque. Mais l'or lui-même bouge rarement. Un banquier agité pourrait en conclure que, même s'il s'agit d'une fraude à l'égard des déposants (en fonction de ce que la banque leur a promis exactement), il pourrait facilement créer beaucoup plus de billets de banque et les prêter, et garder 100 % des intérêts pour lui.

Laissés à eux-mêmes, certains banquiers s'y risqueraient. Mais la plupart se garderaient bien d'aller trop loin, car le jeu s'arrêterait brutalement si un doute apparaissait sur la capacité de la banque à remettre de l'or à la demande. L'arrivée des banques centrales a apaisé cette crainte en introduisant un prêteur de dernier recours. Comme la banque centrale est toujours prête à accorder des crédits, les banquiers sont libres de faire des promesses qu'ils savent qu'ils ne pourront peut-être pas tenir seuls.

Comment fonctionnent les banques aujourd'hui

Autrefois, lorsqu'une banque créait trop de monnaie à partir de rien, les gens finissaient par s'en rendre compte et une "ruée vers la banque" se matérialisait. Mais lorsqu'une banque centrale autorise toutes les banques à faire la même chose, c'est moins probable, à moins que l'on ne sache qu'une banque individuelle a fait des prêts vraiment stupides.

À l'origine, les banques centrales étaient justifiées - en particulier la création de la Réserve fédérale aux États-Unis - comme un instrument de stabilité économique. Le châtiment occasionnel des banquiers imprudents et de leurs clients stupides était une excuse pour amener le gouvernement à se lancer dans le secteur bancaire. Comme cela s'est produit dans de nombreux cas, un problème occasionnel et local a été "résolu" en le rendant systémique et en l'hébergeant dans une institution nationale. C'est vaguement analogue à la façon dont le gouvernement gère le problème des incendies de forêt : les éteindre rapidement apporte un bénéfice immédiat et visible. Mais la conséquence retardée et oubliée de cette démarche est qu'elle laisse s'accumuler des décennies de bois mort. Aujourd'hui, lorsqu'un incendie se déclare, il peut s'agir d'une conflagration unique en son genre.

Partout dans le monde, les banques fonctionnent désormais selon un système de "réserve fractionnée". Dans notre exemple précédent, notre banquier sain gardait une réserve de 100 % contre les dépôts à vue : il détenait une once d'or dans son coffre-fort pour chaque billet d'une once qu'il émettait. Et il ne pouvait prêter que le produit des dépôts à terme, et non des dépôts à vue. Un système de "réserve fractionnée" ne peut pas fonctionner dans un marché libre ; il doit être légiféré. Il ne peut pas non plus fonctionner lorsque les billets de banque sont remboursables en une matière première, comme l'or ; les billets de banque doivent avoir "cours légal" ou être strictement en papier-monnaie pouvant être créé par voie de fiat.

Le système de réserves fractionnaires est la raison pour laquelle les activités bancaires sont plus rentables que les activités normales. Dans toute industrie, les riches rendements moyens attirent la concurrence, ce qui réduit les rendements. Un banquier peut prêter un dollar, qu'un homme d'affaires pourrait utiliser pour acheter un

gadget. Lorsque le vendeur du gadget redépose le dollar, le banquier peut le prêter à nouveau avec des intérêts. La bonne nouvelle pour le banquier, c'est que ses gains sont multipliés par plusieurs. La mauvaise nouvelle est qu'en raison de l'effet de levier pyramidal, une défaillance peut se produire en cascade. Dans chaque pays, la banque centrale modifie périodiquement le pourcentage de réserve (théoriquement, de 100 % à 0 % des dépôts) que les banques doivent conserver, en fonction de la façon dont les bureaucrates en charge perçoivent l'état de l'économie.

En tout état de cause, aux États-Unis (et en fait presque partout dans le monde), la protection contre les retraits massifs des banques n'est pas assurée par des pratiques saines, mais par des lois. En 1934, pour rétablir la confiance dans les banques commerciales, le gouvernement américain a institué l'assurance-dépôts de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), d'un montant de 2 500 dollars par déposant et par banque, portant finalement la couverture à 250 000 dollars aujourd'hui. En Europe, le montant garanti par l'État est de 100 000 euros.

L'assurance de la FDIC couvre environ 9,3 billions de dollars de dépôts, mais l'institution ne dispose que de 116 milliards de dollars d'actifs. Cela représente environ un cent par dollar. Je serai surpris si la FDIC ne fait pas faillite et ne doit pas être recapitalisée par le gouvernement. Cet argent - plusieurs milliards - sera probablement créé de toutes pièces en vendant la dette du Trésor à la Fed.

Le système bancaire de réserves fractionnaires, avec tous ses malheureux attributs, est essentiel au système financier mondial tel qu'il est structuré actuellement. Vous pouvez planifier votre vie en pensant que les gouvernements et les banques centrales du monde entier feront tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir la confiance dans le système financier. Pour ce faire, ils doivent à tout prix éviter une déflation. Et pour ce faire, ils continueront à imprimer plus de dollars, de livres, d'euros, de yens et autres.

▲ RETOUR ▲

Les États laisseront-ils le bitcoin monter encore longtemps ?

rédigé par [Etienne Henri](#) 27 janvier 2021

La plus célèbre des cryptomonnaies traverse une mauvaise passe actuellement – mais son envolée de ces derniers mois prouve sa durabilité : pas sûr que cela plaise à nos dirigeants...



Le 1^{er} janvier 2020 – il y a une éternité – le bitcoin s'échangeait sous les 7 300 \$. Un an plus tard, la plus célèbre des cryptomonnaies attaquait l'année 2021 au-dessus des 29 300 \$. Quelques jours plus tard, il connaissait une nouvelle jambe haussière qui l'a propulsé au-delà des 40 000 \$.

Le prix du jeton est entré dans une nouvelle phase exponentielle qui ne peut que nous rappeler celle ayant eu lieu fin 2018.



Le BTC est un habitué des hausses brutales. Source : CoinMarketCap

Spéculateurs et crypto-enthousiastes s'en donnent à cœur joie. Signe que la hausse commence à se transformer en bulle, la question de l'achat de bitcoins revient dans les conversations mondaines.

Une chose ne trompe pas...

La semaine dernière, un chef d'entreprise me confiait songer à placer son excédent de trésorerie en cryptomonnaies : les investisseurs contrariens reconnaîtront dans cette anecdote un signal d'imminence de retournement de tendance.

Chacun cherche désormais à répondre à l'épineuse question du potentiel de hausse restant.

Analystes techniques, fondamentalistes et fins psychologues tentent de déterminer combien de temps l'exubérance irrationnelle des investisseurs continuera sa pression haussière sur le cours du BTC. Un élément cependant est souvent absent des réflexions : le rôle des Etats et, plus particulièrement, leur capacité à interrompre la hausse d'un claquement de doigts.

Bitcoin n'échappe pas au regard de l'administration

Le bitcoin et la plupart des cryptomonnaies sont nés d'une idéologie libérale. Leur raison d'être initiale était de s'affranchir des politiques des banques centrales quant au nombre de jetons en circulation et du contrôle étatique sur les transactions. Le premier objectif a globalement été atteint. Le nombre de bitcoins émis continue de suivre la trajectoire prévue et sa rareté n'est pas remise en question. Tout au plus le secteur des cryptomonnaies a-t-il connu une inflation déguisée avec la multiplication des jetons qui a mécaniquement augmenté la capitalisation globale du secteur des cryptos, mais le poids des *altcoins* reste encore limité face à celui du BTC.

En revanche, l'expérience a prouvé que la libéralisation des transactions financières est des plus fragiles. S'affranchir des réseaux bancaires traditionnels pour échanger des devises ne signifie pas échapper au contrôle

de l'Etat, bien au contraire. Les transactions ne sont anonymes tant que rien ne lie un *wallet* à un utilisateur physique, et le principe même de la blockchain fait que toutes les transactions sont publiques.

Les autorités peuvent extrêmement facilement surveiller les transactions effectuées par les *wallets* jugés dignes d'intérêt, suivre leurs créditeurs et débiteurs, et remonter *a posteriori* tout l'historique des flux financiers. Ce qui peut être fait au nom de la lutte contre le terrorisme peut aussi bien l'être dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale. Il est illusoire de penser que, parce que des plus-values sont réalisées dans l'univers des cryptomonnaies, elles sont invisibles aux yeux de l'administration.

Les Etats ont la capacité de sévir, s'ils le souhaitent, contre les contribuables qui auraient oublié de déclarer leurs plus-values. Ils ont également la possibilité d'interdire purement et simplement les transactions en bitcoin sur leur territoire – et utiliser les mêmes techniques, le cas échéant, pour traquer les contrevenants.

Quand l'Etat siffle la fin de la récréation

L'expérience de la Chine nous montre que les gouvernements peuvent être tentés de serrer la vis pour garder leur privilège d'émetteur de monnaie.

Dès 2013, l'Empire du Milieu s'est assuré que le bitcoin ne deviendrait pas une monnaie du quotidien en interdisant aux institutions bancaires de faciliter ou d'accepter le jeton. En 2017, les ICO (équivalent des introductions en Bourse pour les cryptomonnaies) étaient interdites et, l'année suivante, le minage de bitcoins s'attirait les foudres de l'administration.

En pratique, le pouvoir en place a manié de concert la carotte et le bâton. Tout en limitant les possibilités d'utiliser le bitcoin, la banque centrale chinoise a élaboré son « crypto-yuan ». La monnaie virtuelle a vocation à remplacer les devises physiques, et a été testée en conditions réelles dans plusieurs métropoles en fin d'année dernière.

Lorsque les aspects techniques auront été validés, un simple décret permettra d'obliger commerces et administrations à accepter ce jeton. Même les plates-formes de paiement en ligne comme AliPay pourraient se retrouver, du jour au lendemain, obsolètes face à cette concurrence étatique.

Que les cryptomonnaies d'Etat soient loin de l'idéal libertaire de Bitcoin, qu'elles n'utilisent même pas une *blockchain* publique n'a finalement que peu d'importance : une interdiction d'échanger des bitcoins sur le territoire signerait du jour au lendemain la fin de la cryptomonnaie.

Ce scénario catastrophe pour les possesseurs de BTC ne doit pas être écarté d'un revers de la main sous prétexte que seul Pékin a pris des dispositions d'ampleur pour empêcher sa population d'utiliser le jeton au quotidien.

Lorsqu'il s'agit de contrôle des citoyens, les bonnes idées n'ont pas de frontières. La stratégie qui consiste à proposer une monnaie d'Etat virtuelle tout en votant un arsenal législatif contre le bitcoin a fait ses preuves en Chine, il n'y a aucune raison qu'elle ne puisse être adoptée dans nos contrées.

L'Occident sur les pas de Pékin

Quelle est la stratégie de l'Europe et des Etats-Unis face aux cryptomonnaies ? Que nous réserve l'avenir ? Plutôt que de regarder les déclarations de bonnes intentions, mieux vaut regarder ce que font réellement les banques centrales.

Fed comme BCE travaillent toutes deux sur leur cryptomonnaie étatique – et comptent bien mettre à profit la crise pour favoriser son adoption.

Le 1^{er} novembre, Christine Lagarde invitait publiquement les européens à se prononcer sur un « euro digital décentralisé ». La présidente de la BCE indiquait en fin d'année : « Nous devons nous tenir prêts à émettre un euro numérique si cela s'avère nécessaire. »

Quel meilleur moment qu'une crise économique sans précédent pour justifier l'avènement d'une nouvelle monnaie ? Les monnaies numériques sont parfaitement adaptées aux plans de relance. Avec une telle infrastructure, la distribution d'argent gratuit serait plus facile que jamais, son usage pourrait être contrôlé voire fléché vers les secteurs jugés prioritaires... Dans un tel monde, interdire le bitcoin ne serait plus qu'une formalité.

Vous pensez ce scénario tiré par les cheveux ? Sachez qu'il est actuellement ouvertement envisagé de l'autre côté de l'Atlantique. L'année dernière, la Fed a multiplié les allusions au futur « *digital dollar* ».

Loretta Mester (présidente de la Fed de Cleveland) a déclaré fin septembre vouloir être en mesure de faire parvenir de l'argent à chaque Américain de manière instantanée, « même à ceux qui n'ont pas de compte bancaire ». A la fin de son discours, elle se faisait plus précise :

« [...] La pandémie a fait naître une idée qui suscitait déjà une attention accrue dans les banques centrales du monde entier, à savoir la monnaie digitale de banque centrale (CBDC). Une proposition de loi a déjà été proposée pour que chaque Américain dispose d'un compte auprès de la Fed sur lequel ces dollars digitaux pourraient être déposés. ».

De l'argent-hélicoptère versé sur des comptes libellés en cryptomonnaie d'Etat : voici à quoi travaille la Fed.

C'est exactement la stratégie qu'a suivie Pékin lors de ses tests du crypto-yuan. L'équivalent de plusieurs millions de dollars US ont été distribués aux volontaires lors des phases d'évaluation technique de la monnaie numérique. Le succès a été au rendez-vous puisque des centaines de milliers de personnes ont utilisé le système et que la transaction moyenne est passée de 352 yuans (44,5 €) à 1 030 yuans (130,15 €) entre août et octobre.

Rien de mieux pour motiver les foules que de l'argent gratuit, et nos banques centrales ont parfaitement compris le message. Reste à voir quel rôle pourra encore jouer le bitcoin lorsque chacun recevra tous les mois des euros numériques, et que les transactions en BTC auront été interdites au nom d'une quelconque lutte...

▲ RETOUR ▲

.La dette ? Pas grave, il suffit de promettre...

rédigé par [Bruno Bertez](#) 27 janvier 2021

La dette publique américaine s'emballe et prend des proportions dantesques. Pendant ce temps, les autorités s'enfoncent dans l'irresponsabilité et le n'importe quoi le plus éhonté.



La dette publique américaine a commencé 2008 à 6 051 Mds\$, soit 41% du PIB.

Elle a clôturé 2019 à 19 019 Mds\$ soit 87% du PIB.

Et puis, en seulement trois trimestres de 2020, elle a bondi de 3 882 Mds\$ supplémentaires, à 22 900 Mds\$, soit 108% du PIB.

A cours du quatrième trimestre, on a dû passer à près de 23 500 Mds\$, soit environ 110% du PIB.

Depuis la fin de 2007, la dette a donc gonflé de quelque 17 500 Mds\$, ce qui représente une multiplication par trois.

En 2012, déjà...

Voici ce qu'on trouvait dans *Politico* le 2 février 2012 :

« Le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke, a déclaré jeudi à un panel du Congrès que la réduction du déficit de l'Etat 'devrait être une priorité absolue' ; il affirme que les prévisions de dépenses au cours de la prochaine décennie sont 'clairement insoutenables'. Bernanke a averti que la dette pourrait exploser au cours des 20 à 30 prochaines années à des niveaux qui pourraient paralyser l'économie.

Le gouvernement, a-t-il dit, est confronté à une population vieillissante, à une augmentation rapide des coûts des soins de santé et à l'incapacité de combler l'écart entre les impôts et les dépenses. »

Entre le commentaire de Bernanke qui qualifie la situation de « clairement insoutenable » en 2012 et la fin de sa présidence début 2014, le bilan de la Fed a progressé de plus de 1 000 Mds\$.

La Fed de Janet Yellen a ajouté 1 000 Mds\$ supplémentaires en 2014, à 4 470 Mds\$ – et cela dans un environnement sans crise, il faut le noter.

Les rendements de la dette du Trésor ont été dissociés de l'expansion des déficits fédéraux. Au lieu de monter, ces rendements ont au contraire baissé : plus le gouvernement s'endette, moins il paie cher.

Plus les créanciers prennent de risque, moins ils ont de chance d'être remboursés en bonne monnaie saine, et moins ils sont récompensés.

Carte de crédit gratuite

La Réserve fédérale américaine a, dans les faits, accordé au gouvernement et au Congrès US un chéquier discrétionnaire ou une carte de crédit gratuite à plafond illimité.

Plus le gouvernement s'endette, plus la Fed baisse le coût du crédit – et plus, par conséquent, il peut encore s'endetter grâce à l'argument de Yellen ; le service de la dette est supportable, les charges d'intérêt ne montent pas.

Pour aller encore plus loin, Yellen a annoncé de nouveaux trucs : elle envisage de « taper » le marché pour de la dette à 50 ans !

Nous sommes loin de l'avertissement de Bernanke en 2012. Maintenant, plus on s'endette et moins la question de la dette devient préoccupante. La dette, finalement, s'allège en s'alourdissant.

Ci-dessous, une réponse de Yellen lors de son audition de confirmation au Congrès cette semaine. Le mépris pour la logique, pour la cohérence et pour l'honnêteté intellectuelle est incommensurable. La réponse de Yellen est du niveau du café du commerce ou d'une émission sur RMC ou BFM TV :

« Sénateur, je conviens avec vous qu'il est essentiel que nous placions le budget fédéral sur une voie durable. Nous sommes responsables et nous veillons à ce que ce que nous faisons en matière de déficit et de dette améliore la situation des générations futures.

Mais la chose la plus importante, à mon avis, que nous puissions faire aujourd'hui pour nous mettre sur la voie de la viabilité budgétaire est de vaincre la pandémie, de venir en aide au peuple américain.

Et ensuite, faire des investissements à long terme qui aideront l'économie à croître et profiteront aux générations futures. »

En 2009, Laurence Summers – alors secrétaire au Trésor US – expliquait ceci à Barack Obama, qui s'inquiétait d'un plan de soutien de l'économie de 1 000 Mds\$: « Ce n'est pas grave, il suffit de promettre qu'à moyen terme on réduira les déficits et qu'on diminuera la dette. »

▲ RETOUR ▲

.Les suites de la présidence de Donald Trump

Bill Bonner | 26 janv. 2021 | Journal de Bill Bonner



Celui qui est monté si haut, se trouve si bas

- Comme William Shakespeare aurait dû le dire

WEST RIVER, MARYLAND - Pauvre Donald J. Trump.

Est-il mort ? Ou vivant ? Quelqu'un a-t-il des nouvelles de lui ? Quelqu'un est-il allé le voir ?

Les héros et les canailles sont souvent récompensés par une sinistre récompense. Le chef moabite, le roi Eglon,

a été assassiné sur son trône vers 1200 avant J.-C. Jules César, héros des guerres gauloises, a été poignardé à mort au Sénat en 44 avant J.-C.

Le maréchal Ney, héros des guerres napoléoniennes, a été abattu par un peloton d'exécution.

Abraham Lincoln, Martin Luther King Jr, John F. Kennedy - la liste des personnes assassinées est longue.

Et maintenant... Donald J. Trump sent le couteau...

Déchirés

Nous avons vu Donald Trump faire beaucoup de choses très bêtes, mais nous ne l'avons jamais vu dans une tenue du Ku Klux Klan. Et pourtant, maintenant, on le qualifie de "suprémaciste blanc". Voici le Huffington Post :

Comment Biden efface l'héritage de la suprématie blanche de Trump

Et que dites-vous de cela sur MSN :

En sortant, Trump n'a pas pu résister à un dernier acte de racisme éblouissant

Nous avons lu les deux articles. Nous n'avons trouvé aucune preuve de racisme ou de suprématie blanche.

Mais les vainqueurs écrivent les livres d'histoire. Et The Donald a perdu.

Et maintenant... comme un élan de cerf vers le sol, il sera déchiré par les chiens des médias et poignardé dans le dos par ses anciens amis et alliés.

Oh Donald, que feras-tu ?

Allez-vous disparaître comme un vieux soldat ? Tu vas quitter la scène... en laissant tes millions de fans derrière toi, comme Elvis qui prend son éternelle pause toilette ?

Ou allez-vous prendre les armes contre une mer de problèmes... et créer un nouveau parti politique ? Continuerez-vous à semer la discorde et le ressentiment ?

Vous savez que les médias ont toujours besoin de vous. Vous êtes le Grand Homme... le Clown... le Monstre dont il dépend pour maintenir son audience. Trouverez-vous un moyen de l'exploiter... de rester sous les feux de la rampe jusqu'à ce que la lumière s'éteigne enfin ?

Peut-être...

Dé-plateforme

Mais en attendant, ils vous ont banni de Twitter... vous ont dé-placé... vous ont annulé... vous ont fait disparaître !

Et voici Newsweek, qui nous dit qu'ils ne veulent plus jamais vous revoir :

Près de 60 % des Américains veulent que Donald Trump ne puisse plus occuper de fonction publique : Sondage

Une majorité d'Américains est favorable à ce que l'ancien président Donald Trump ne puisse plus occuper de poste fédéral, selon les résultats d'un sondage publiés lundi par l'université de Monmouth.

Ingrats ! Et après tout ce que Donald J. Trump a fait pour vous...

Même les fans inconditionnels de MAGA se sont mis à se jouer de Trump pour sauver leur peau. Voici CNBC :

Un homme du Texas accusé d'avoir envahi le Capitole et menacé la représentante Alexandria Ocasio-Cortez a déclaré lundi qu'il suivait effectivement les ordres du président Donald Trump lorsqu'il a rejoint la foule qui a pris d'assaut le Congrès le 6 janvier.

.... Il a déclaré qu'il serait prêt à témoigner au Congrès ou à un procès sur l'émeute.

Ignorants ignorant

Quel fabuleux cadeau pour les anti-Trumpers ! Ces trompetteurs à la tête de déjeuner. Quels imbéciles !

Là, sur une image vue par des millions de personnes dans le monde, il y avait un type portant des cornes... son visage peint... son expression vide, comme un homme fraîchement sorti d'une lobotomie... sa tenue aussi grotesque que toute "l'insurrection".

Il y avait l'homme MAGA dans toute sa gloire - un ignorant ignorant.

Maintenant, les élites accréditées, buveuses de malbec et lectrices du New Yorker Magazine- ont finalement eu leur preuve irréfutable... la preuve que les partisans du Donald's étaient vraiment déplorables... et qu'ils avaient raison de les regarder de haut...

Arriérés et stupides - indisciplinés... non formés... ils étaient là pour que le monde entier puisse les voir. Des gens stupides.

Ils pensaient que le Premier Amendement leur donnait le droit de se réunir et d'exprimer leurs griefs - même pendant la crise COVID-19. Ils pensaient que le deuxième amendement leur donnait le droit de porter des armes à feu.

Ils n'avaient manifestement pas suivi l'évolution de l'époque. Ils vénéraient toujours Marie, comme la "mère" de Jésus... alors que toute l'élite savait qu'elle devait être appelée le "parent" de Jésus, quel qu'il soit...

Et ils appelaient encore les Mexicains "Latinos". Nous savons tous, maintenant, que c'est "patriarcal"... le "o" étant un suffixe masculin. Ils sont "Latinx" maintenant, avec le "x" aussi libre de sexe qu'une Barbie en plastique.

Ces créatures MAGA - fraîchement sorties des creux du Kentucky et des plaines du Dakota du Sud - ne connaissent pas mieux.

Ils pensent qu'un enfant né garçon devrait utiliser les toilettes des garçons à l'école... Mais s'il choisissait d'utiliser les toilettes des filles, ils n'en feraient pas un cas d'espèce.

Pas de traitement spécial

Et, oui, ces gens sont pour la plupart blancs... mais ils ne s'attendent pas à un traitement spécial pour être dans

des "communautés de non-couleurs"...

Ils pensent toujours que le succès en Amérique devrait aller aux gens qui travaillent dur... et qui ont de la chance, selon leurs propres mérites... et non parce qu'ils obtiennent des privilèges spéciaux et des aumônes du Congrès.

Et quant aux "communautés de couleur", ils sont assez intelligents pour rester en dehors d'elles la nuit.

Et oh oui, ils en ont marre de ces mêmes Latinos qui traversent la frontière en douce pour prendre des emplois mal payés...

...tandis que les ingénieurs, les médecins et les scientifiques viennent d'Inde et de Chine pour prendre les bons !

Ces gens de MAGA - c'est triste ! - en sont venus à soupçonner que les élites n'étaient pas de leur côté... qu'on leur manquait de respect... noyés dans le marais...

...que ce que les élites voulaient n'était pas de sauver le pays, mais de le détruire...

...et qu'ils ont utilisé leur expertise non pas pour servir "nous, le peuple", mais pour se servir eux-mêmes.

Partout

Mais maintenant, ces imbéciles qui se sont rués sur le Capitole... un par un, ils sont traqués. Bientôt, ils seront envoyés à Guantanamo, où ils seront obligés d'écouter jour et nuit une horrible musique latinx...

Leur héros ne peut plus leur pardonner maintenant. Il a quitté la scène... peut-être de façon permanente. La révolution est kaput.

Les cheveux orange et le maquillage... Melania... les tweets matinaux - tout ça, c'est du passé.

L'État profond... l'establishment... les élites... les marécageux - ont gagné.

C'est fini.

Ou alors, est-ce fini ?

Restez à l'écoute.

▲ RETOUR ▲